



Arcelor, PSA, Petroplus...

Expropriions les licencieurs



PHOTO: ROUGE / JMB

Encore une fois, c'est le Medef, par la voix de Laurence Parisot, qui défend le plus clairement les intérêts de sa classe sociale : « Toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ébranler ce principe... c'est très grave ».

Côté gouvernement ce sont reculades et aplatissement. Pourtant, tout avait (presque) bien commencé avec Montebourg : « Nous ne voulons plus de Mittal en France parce qu'ils n'ont pas respecté la France ». Mais bien vite, il s'auto-désavouait, avant d'être enterré par Ayrault et faire mine de démissionner en raison de l'abandon de sa modeste proposition de nationalisation provisoire. Enfin, l'accord secret entre le gouvernement et Mittal contiendrait non seulement la fermeture de l'alimentation en gaz des hauts-fourneaux (c'est-à-dire leur mort) en mars 2013, mais aussi un deal concernant le maintien de l'activité d'une usine située dans la circonscription d'Ayrault.

Nationalisation des pertes et privatisation des profits

Certes, la nationalisation provisoire du site de Florange n'emportait qu'une adhésion circonspecte des salariéEs du site. Elle n'offrait pas de garantie pour le maintien de l'emploi, mais était perçue par les salariés comme une claque pour Mittal. Ces doutes se fondent aussi sur la douloureuse expérience des nationalisations dans la sidérurgie. La fermeture de Florange viendrait après une longue liste de suppressions de sites et de d'emplois : 150 000 emplois perdus en un demi-siècle, avec une succession de plans français puis européens. Les chocs pétroliers de 73 et 79 et la fin de l'exploitation du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais accélèrent la concentration et le transfert de la sidérurgie lourde

SUITE PAGE 2



Agenda

Les rencontres de La Brèche,

Paris. À La Librairie La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris.
- 6 décembre, le Venezuela. RV à 18h30 avec Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, auteurs de *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne* chez M édition.

- 8 décembre, jeux coopératifs. RV à partir de 14 heures, avec des intervenantEs d'« EnVies EnJeux ».

- 12 décembre, l'Algérie. RV à 18h30. Présentation du livre *Mon pays étranger* de Sandrine Charlemagne (cf page 11). En présence de l'auteur.

- 14 décembre, Jean-Marc Rouillon. RV à 18h30. Après avoir écrit sur les conditions carcérales (aux éditions Agone), Jann-Marc nous livre deux derniers ouvrages inattendus aux éditions Al Dante : un livre graphique et poétique original sur sa semi-liberté ainsi qu'un travail collectif sur Georges Ibrahim Abdallah.

7 décembre, rassemblement pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah. RV à 18h30 devant la Chancellerie, place Vendôme à Paris. M° Opéra

10 décembre, réunion publique « Soutien à la résistance du peuple palestinien ! »

Avec Abu Sami, dirigeant du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et unE représentantE de la coordination BDS/France. RV à 20 heures au CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris, M° Rue des Boulets.

12 décembre, la société Louise Michel : entretien avec Eric Hazan.

« Révolution française, République, patrie : de quoi héritons-nous ? » Entretien avec Eric Hazan, à l'occasion de la sortie de son livre *Une histoire de la Révolution française* (La Fabrique). RV à 19 heures à la Maison des associations du 10e, 206 quai de Valmy à Paris, M° Jaurès ou Louis-Blanc.

13 décembre, meeting contre les frais de scolarité.

Avec Sébastien Farfan Salinas (Secrétaire général des étudiants de l'université de Valparaiso, Chili), Gabriel Nadau-Dubois (porte-parole du syndicat CLASSE, Québec) et des militants européens. RV à 19h15 à Sciences-Po, 28 rue des Saints-Pères 75007 Paris, Amphi Caquot. Organisé par l'Université alternative de Sciences-Po.

13 décembre, conférence sur le Moyen-Orient et le nucléaire,

Paris. À l'initiative de l'AFPS Paris Sud. RV à 19h30 au cinéma la Clef, 34 rue Daubenton dans le 5e, M° Censier-Daubenton.

16 décembre, manifestation pour l'égalité, Paris.

Pour l'égalité des droits et en faveur du droit au mariage pour tous les couples sans distinction de sexe ou de genre et de l'homoparentalité. RV à 14 heures à Bastille.

18 décembre, Journée internationale des droits des migrants, manifestation.

RV à venir.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

vers les sites portuaires de Dunkerque et de Fos. En 1978, Barre, le Premier ministre de l'époque, transforme les dettes en prise de participation de l'État : 22 milliards de francs de fonds publics engloutis et 21 000 emplois supprimés. Mais si la sidérurgie est à l'avant-garde de l'organisation des patrons (les maîtres des Forges, précurseurs de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, actuel pilier du Medef), la résistance ouvrière y est tout aussi traditionnelle. Au printemps 1979, les manifestations tournent à l'émeute à Denain. En 1981, Mitterrand nationalise la sidérurgie, sans que les patrons y perdent un centime. En juin 1982, l'État supprime 12 000 emplois mais quand, moins de deux ans plus tard, Mauroy annonce la suppression de 21 000 emplois supplémentaires, la colère ouvrière monte. Le 4 avril, 150 000 manifestants défilent en Lorraine et, le 13, les syndicats organisent une grande marche des sidérurgistes sur Paris. En nommant, en mai 1984, le secrétaire général de la métallurgie CFDT Jacques Chêrèque (père du tout récent ex-secrétaire général de la CFDT) comme préfet pour le redéploiement industriel en Lorraine, Mauroy inaugure le dialogue social et la reconversion négociée. En 1986, Usinor et Sacilor sont fusionnés en une seule entreprise, privatisée par la droite en mars 1995. En 2001, la concentration se poursuit avec la création d'Arcelor, qui rassemble Aceralia, Arbed et Usinor. C'est ce groupe que Mittal acquiert en juin 2006, à l'issue d'une offre publique d'achat. Dix-huit mois plus tard, il ferme l'aciérie de Gandrange malgré la promesse de Sarkozy.

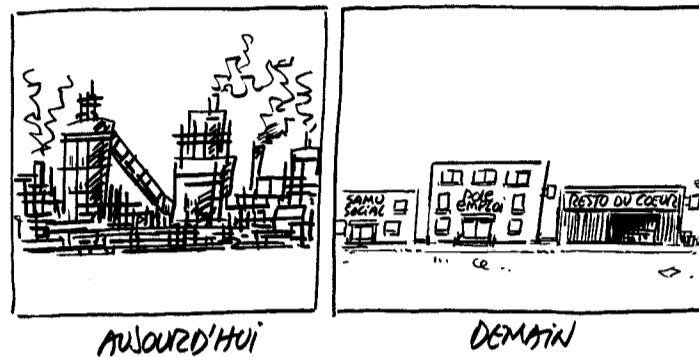
S'opposer au patronat et au gouvernement

Il y a encore quelques semaines, nous étions peu à oser mettre en question la propriété privée patronale des moyens de production contre le projet de fermeture du site d'Aulnay par la direction de PSA. Mais qui oserait aujourd'hui, au vu des manœuvres, mensonges, turpitudes de Mittal et du gouvernement, envisager autre chose que la réquisition de l'ensemble de la sidérurgie ? Il faut mettre hors d'état de nuire un personnage pour qui les 180 millions d'euros d'investissements dans Florange représentent un tiers des 542 millions que vaut son patrimoine immobilier londonien, au milieu de ses 34 milliards d'euros de fortune personnelle. Pas étonnant dans ces conditions que Mittal ait déclaré qu'« il est positif que nous soyons parvenus à un accord sur l'avenir de nos activités à Florange. Dans le cadre de l'environnement économique actuel, il s'agit d'un bon accord ». Tous les salariéEs du groupe savent ce que valent les engagements de Mittal en matière d'investissements : fermeture de Gandrange, 300 millions d'euros jamais vus à Florange. Le maintien à l'arrêt du site de Florange, et plus encore sa fermeture, va entraîner des milliers de suppressions d'emplois dans toute la région. Le projet ULCOS pour

une filière industrielle prétendument écologique nécessiterait des investissements très importants pour lesquels il ne faudra pas compter sur Mittal. La sauvegarde de centaines de milliers d'emplois suppose non seulement l'expropriation des licenciés mais aussi l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail. Des mesures que seule la mobilisation des travailleurs de Florange, des Chantiers de l'Atlantique, Petroplus, Sanofi, PSA et au-delà pourront imposer. Une véritable opposition de gauche aux diktats patronaux et à la politique du gouvernement.

Robert Pelletier

LA RECONVERSION DU SITE DE FLORANGE EST EN MARCHE...



regards

Propos recueillis par François Brun



« M. Valls poursuit la politique orchestrée par ses prédécesseurs »

Après la sortie de la circulaire du ministre de l'Intérieur Valls sur « l'admission au séjour », rencontre avec Simone Rivolier, présidente de la Fasti (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurEs immigréEs)

Qu'est ce que la Fasti, quand est-elle née et pourquoi lutte-t-elle ?

Les premières Associations de solidarité avec les travailleurEs immigréEs (Asti) sont nées, au début des années 60, autour des luttes des immigréEs vivant alors dans les bidonvilles de la région parisienne. Les Asti créent en 1967 une fédération qui compte à sa naissance une soixantaine d'associations. Depuis sa création, la Fasti se bat pour les droits des personnes migrantes. Orienté au départ sur l'aide quotidienne, l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnes immigrées (alphabétisation, logement, santé, droits des travailleurEs, résolution des tracasseries administratives...), le travail des Asti prend une nouvelle forme avec la fermeture des frontières en 1974, puis l'officialisation des pratiques de rétention et d'expulsion. Aujourd'hui, les militantEs des Asti organisent des permanences juridiques, des ateliers sociolinguistiques, des accueils pour les femmes victimes de double violence... Les Asti maintiennent un rapport de forces dans la lutte politique locale et nationale pour la liberté de circulation et d'installation, aux côtés des collectifs de personnes sans papiers, dans la lutte contre les expulsions, pour la fermeture de tous les lieux d'enfermement des étrangerEs, et pour l'annulation de la dette illégitime des pays du Sud.

Comment analysez-vous les migrations ?

La Fasti conçoit les migrations comme faisant partie intégrante de l'histoire humaine. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde interconnecté. Mais cette mutation s'est paradoxalement accompagnée d'un repli sur soi

des pays du Nord qui ont fermé leurs frontières. Pour la Fasti, les politiques de contrôle et de répression des mouvements migratoires sont des non-sens humains, politiques, économiques et philosophiques. En Europe, le contrôle des migrations repose sur un empilement de dispositifs qui va du système des visas au contrôle renforcé aux frontières extérieures de l'espace Schengen. L'Europe a « externalisé » le contrôle de ses frontières et force, par des pressions économiques et politiques, les pays du Sud à endosser les habits de garde-frontière. Cette politique de dissuasion et de répression aux frontières extérieures a notamment eu comme conséquence le recours croissant à des routes migratoires « extralégales », bien souvent synonymes de mort. Ainsi, selon Fortress Europ, plus de 20 000 personnes sont décédées en Méditerranée depuis 1998... Pour dénoncer cette politique meurtrière et liberticide qui dépasse le seul cadre du territoire français, la Fasti est, par exemple, entrée dans le Collectif européen Migreurop ou encore Boats4People.

Que pensez-vous de la situation des migrantEs et des personnes issues de l'immigration aujourd'hui ?

Si la Fasti lutte pour la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous, nous n'en oublions pas les immigréEs, leurs enfants et les personnes migrantes vivant déjà en France. Depuis le début des années 80, et la montée des idées racistes incarnées notamment par le Front national, la Fasti se bat pour que ces hommes et ces femmes aient leur place dans la société. Ainsi, nous luttons pour une véritable citoyenneté de résidence ou encore contre les violences policières.

Ces dernières années, le racisme s'est drapé dans les habits de la « laïcité ». Pour la Fasti, le concept de laïcité a été dévoyé et n'est plus autre chose que de l'islamophobie. Les personnes de confession musulmane sont représentées par le pouvoir et les médias dominants comme non intégrables dans la « République ». Nous n'acceptons pas ces assignations essentialistes et cherchons à déconstruire cette pensée raciste en remettant à jour les véritables mécanismes de domination liés à l'appartenance à une classe, une « race », un genre et non à une quelconque religion ou à un quelconque quartier...

Comment analysez-vous la politique du gouvernement ?

La Fasti se faisait peu d'illusions sur les promesses de changement du candidat Hollande. Nous avons davantage l'impression que ce dernier est venu parachever le travail de sape néolibérale engagé par M. Sarkozy. Sur la thématique des migrations, nous ne sommes pas non plus surprisEs : M. Valls poursuit la politique répressive et restrictive orchestrée par ses prédécesseurs. Sa circulaire dite de « régularisation » est dans la droite ligne de son projet de loi sur la « retenue » pour vérification des titres de séjour. Seule une lutte inflexible et une information alternative sur la réalité des migrations, les effets liberticides des politiques de contrôle des frontières nous semblent en mesure de changer les rapports de forces pour construire un monde où liberté, égalité et fraternité ne sonneront plus creux. La Fasti cherche toujours des bénévoles et des nouveaux militantEs, n'hésitez pas à prendre contact avec nous.

CIRCULAIRE VALLS et rien ne change

Le ministère de l'Intérieur vient de présenter sa « circulaire sur l'admission au séjour ». Il n'est pas étonnant qu'il ait mis des mois à la rédiger. Car ce n'est rien moins que la quadrature du cercle que le gouvernement se proposait de résoudre : faire un petit geste d'ouverture humaniste, tout en prenant garde de ne pas titiller une « opinion » présumée raciste en son fond, et de ne pas donner du grain à moudre à la droite ou à l'extrême-droite.

En résulte une circulaire qui se réfère à « un esprit de responsabilité et d'apaisement », dans un exposé des motifs qui conclut : « En matière d'immigration, nous avons un cap. Il s'agit de retrouver la parole qui doit être celle de la France. Celle de la maîtrise des flux migratoires, sans laquelle il n'y a pas de politique d'immigration et d'intégration possible. Celle du respect tant du droit au séjour que de nos principes fondamentaux. Celle de l'humanité nécessaire dans la gestion des situations les plus difficiles. Celle de la fermeté indispensable à toute politique publique. En un mot, celle de la responsabilité ». Dans le déploiement de cette habituelle rhétorique de l'équilibre, la « fermeté » a tout de même droit à des caractères gras que ne mérite pas « l'humanité ».

Politique du chiffre

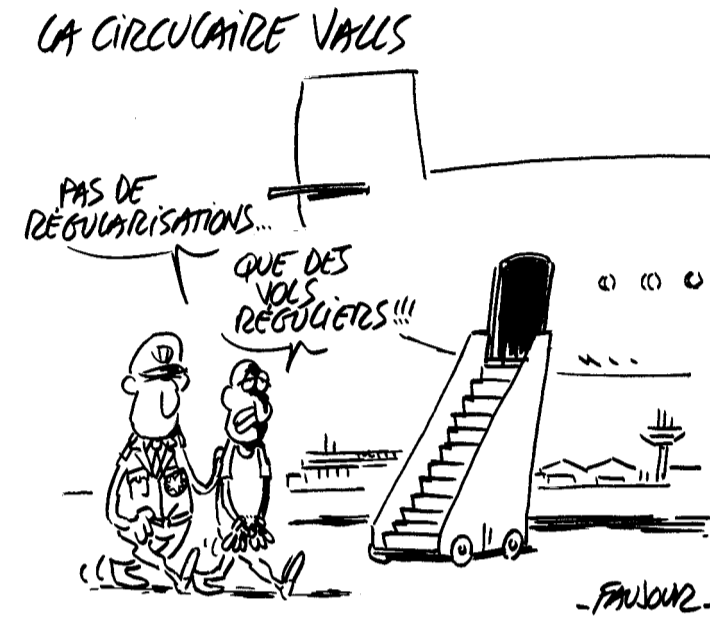
L'exposé des motifs est explicite sur l'objectif de la circulaire qui « n'a pas vocation à augmenter le nombre de personnes régularisées chaque année » (environ 30 000) et ne vise qu'à « définir des critères objectifs et transparents ». Plus modestement, Manuel Valls déclare au Monde qu'il s'agit de « guider les préfets dans leur pouvoir d'appréciation et de limiter les disparités ». L'arbitraire préfectoral semble encore avoir de beaux jours devant lui ! En dépit des dénégations, la politique du

chiffre est ainsi maintenue dans les faits et assumée à travers la publicité ininterrompue sur les expulsions.

Résultat des courses : des milliers de migrantEs continueront à être traqués, objets d'incessants contrôles au faciès, sous la constante menace d'une expulsion, avec désormais le passage (à défaut de garde à vue) par la case « retenue de 16 heures », incapables de faire valoir leurs droits les plus élémentaires, notamment au travail. Les employeurs continueront à bénéficier d'une main-d'œuvre surexploitable. Le cumul des exigences fermera la porte à la plupart des parents d'enfants scolarisés aussi bien qu'aux jeunes majeurs qui avaient cru pouvoir fonder quelque espoir dans cette circulaire. Tous ceux et celles qui espéraient être régularisés au titre du travail sont également loin de trouver leur compte dans des critères imposant de « démontrer la réalité et la durée de son activité professionnelle antérieure » à l'aide de bulletins de salaire. Les très nombreuses femmes employées au noir dans l'aide à la personne seront parmi les premières victimes des dispositions extrêmement contraignantes à cet égard de la circulaire.

Vers un afflux de demandes

Pour autant, il conviendrait de se préparer à un afflux de demandes des sans-papiers, qui estimeront pouvoir bénéficier des quelques



avancées concédées. Le précédent de 2006 laisse penser que celui-ci pourrait être d'importance. Dans la mesure où les préfetures n'ont prévu, pour assurer l'accueil (dont la qualité lamentable est largement due aux conditions de travail calamiteuses des fonctionnaires) que des heures supplémentaires et l'embauche de vacataires, les organisations de soutien risquent de se trouver rapidement submergées par l'accroissement du travail de sous-traitance dans le traitement des dossiers qui leur incombe déjà. Ce qui est sûr, c'est qu'entre

extrême droite en embuscade, droite dont les grandes options paraissent une fois de plus validées par une « gauche » qui les parodie misérablement et gauche de la gauche largement justifiée dans sa défiance, le gouvernement ne risque pas de tirer grand profit de ses petits calculs.

À nous désormais de construire, face à une orientation sociale-libérale condamnée à être déportée toujours plus à droite, les bases d'une alternative qui ne saurait être que résolument anticapitaliste. **Commission antiracisme immigration**

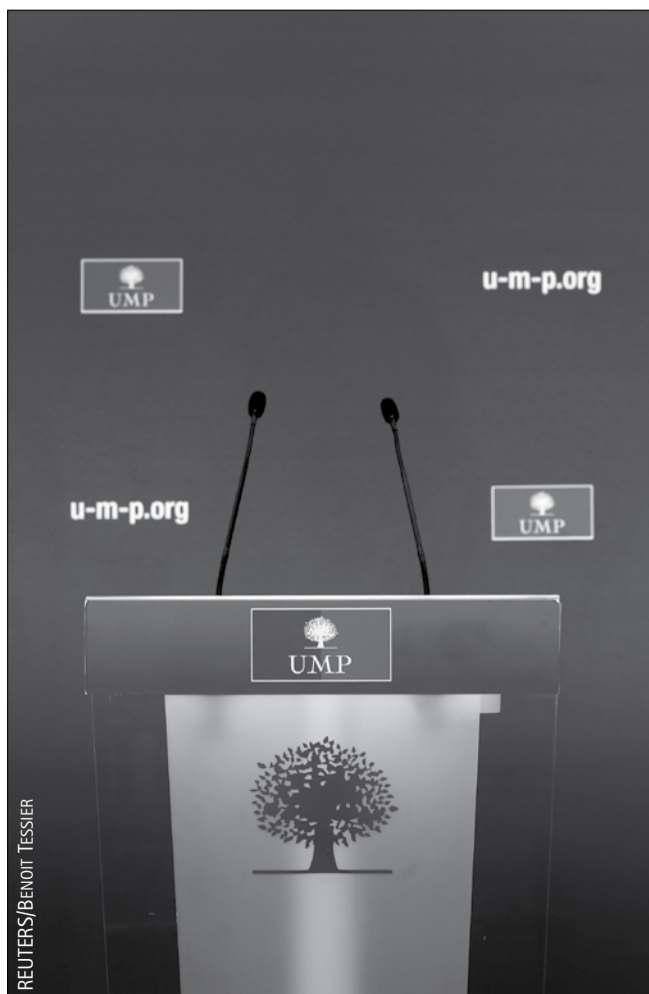


Par **Sandra Demarcq**

ROMPRE !

Depuis l'arrivée du PS au pouvoir en mai dernier, le Medef a la banane. Il faut dire que le gouvernement Ayraut-Hollande satisfait tous les desideratas du patronat depuis le premier jour de son quinquennat. Certes, de temps en temps, il y a des couacs. Des « gros mots » sont émis par certains ministres, comme par exemple en proposant de nationaliser « de façon temporaire » pour sauver des emplois. Mais très vite tout cela est remis en ordre, oublié. Le budget 2013 est à l'image de cette capitulation, budget d'austérité répondant encore une fois aux volontés des financiers ayant comme fil rouge la réduction des dépenses publiques. Cerise sur le gâteau, via un petit amendement déposé à la va-vite par le gouvernement dans la loi rectificative de fin d'année, un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros va être accordé aux entreprises. Joyeux Noël !

Face à cette politique, pas d'hésitation à avoir. Il faut clairement être dans l'opposition de gauche à ce gouvernement. Faire en sorte de rassembler toutes celles et ceux qui ne s'aplatissent pas devant la finance. Mais aussi au-delà des paroles, montrer dans les actes également le refus de cette politique, comme par exemple voter contre le budget global et ne pas seulement s'abstenir comme le font les députés du Front de Gauche. Face à ce gouvernement, il faut un autre pouvoir, un autre gouvernement pour rompre avec les politiques d'austérité, s'appuyant sur les mobilisations sociales. Et pour cela, un changement de personne, comme le souhaite Mélenchon qui dit vouloir être Premier ministre dans ses dernières interviews, ne sera pas suffisant. Pense-t-il qu'Hollande et le Parti socialiste, avec qui se font actuellement les majorités, puissent faire une autre politique ? En ce qui nous concerne, nous ne le pensons pas. C'est cela que nous proposons à toutes les forces politiques qui refusent de participer au gouvernement : organiser une véritable opposition de gauche pour définir les axes d'une politique alternative et proposer un débouché politique aux mobilisations sociales. Nous ne lâcherons rien sur ce point car il n'y a pas d'autre issue pour redonner espoir.



UMP De la guerre des chefs à l'explosion ?

Dans la série « l'UMP, son univers impitoyable », l'entrée en scène de Sarkozy allait, nous disait-on, tout changer. Sarkozy a tapé du point sur la table, organisé quelques bouffes, passé quelques coups de fil, donné un ultimatum : rien n'y fait, la guerre des clans se poursuit de plus belle.

Son idée géniale du référendum, voter pour savoir s'il fallait voter, a pris l'eau. Copé, après avoir laissé croire qu'il dirait oui a dit non pour au final se dire d'accord avec un nouveau vote... en 2014 ! Et un référendum pour 2013 sur les statuts. Tout en précisant que le président de l'UMP qui serait élu en 2014 ne pourrait prétendre être candidat en 2017 !

Une provocation pour Fillon qui refuse de dissoudre son groupe dissident à l'Assemblée nationale, le Rassemblement-UMP, et s'apprête à aller devant la justice pour faire annuler l'élection.

Le bal des ambitions personnelles

Les deux protagonistes se sont revus deux fois lundi sans que rien ne bouge. L'ultimatum de Sarkozy est resté sans effet. Les haines recuites dans les serres chaudes du pouvoir, savamment attisées par l'ancien patron de la maison, alimentent le feuilleton médiatique. Et les revirements commencent à s'opérer. Luc Chatel, vice-président de l'UMP, proche de Copé, est monté au créneau pour demander un nouveau vote, tout en essayant de se mettre

dans les pas de Sarkozy. Les députés qui se disent « non-alignés », dont Bruno Le Maire et Nathalie Kosciusko-Morizet, ont repris la même chanson et envisagent de constituer leur propre groupe parlementaire. De vieux invités au bal des ambitions !

Copé s'accroche au poste, pariant sur la lassitude, la force de l'appareil et l'approche des municipales pour s'imposer. Et Fillon reste droit dans ses bottes pour obliger chacun à se positionner. Derrière les faux-semblants et les phrases hypocrites, ils organisent la rupture.

Le FN gagnant

Cette comédie des luttes de pouvoir signe la deuxième défaite de Sarkozy qui espérait avoir neutralisé les ambitions rivales, en les dressant les unes contre les autres pour garder la main sur l'UMP et préparer son éventuel retour. Les petites manœuvres du petit personnage lui explosent à la figure. Il aura perdu la présidentielle pour une large part du fait du seul rejet de sa personne et il est en train de perdre l'UMP qui solde les comptes.

Copé avait pu croire sa route toute tracée en usant de la même démagogie réactionnaire et des méthodes de voyou que l'ex-président. Ce dernier a continué de jouer des rivalités des deux ennemis, préférant laisser derrière lui un champ de ruines plutôt que de favoriser la victoire de l'un ou de l'autre. Les gagnants de ce jeu de massacre des guignols sont le FN et Marine Le Pen : sa stratégie pour débaucher une large fraction de l'électorat de droite vient de recevoir un bon coup de pouce, qui pourrait ouvrir la porte à d'éventuelles alliances avec des courants ou des personnalités locales de l'UMP pour les municipales. Si la création d'un grand parti de droite extrême est à l'ordre du jour, la bataille ne fait que commencer pour savoir qui en assurera le leadership.

Au-delà du vaudeville politique, la crise de l'UMP participe de la crise politique provoquée par la crise économique et financière. Elle affaiblit nos adversaires, pour peu que les travailleurs postulent à intervenir sur le terrain politique pour faire le ménage...

Yvan Lemaitre

Liberté pour Aurore Martin, abrogation du MAE

Le 1^{er} novembre 2012, la militante indépendantiste Aurore Martin était arrêtée par la police française et remise aux autorités de l'État espagnol. Se servant du mandat d'arrêt européen (MAE), le gouvernement français a donc fait le choix d'arrêter une militante pour des activités et un soutien politique apportés à une organisation légale en France, Batasuna.

Le 10 novembre, la manifestation de Bayonne pour le respect des droits des prisonniers politiques basques a été une première occasion publique d'exprimer la solidarité avec Aurore Martin et son combat. Actuellement détenue à Madrid, elle est soumise au régime d'exception, avec deux heures de sortie par jour, et ne peut recevoir que ses parents directs et son avocat. Elle encourt jusqu'à 12 ans de prison.

Le mardi 27 novembre, à l'initiative de la LDH, s'est tenue une conférence de presse rassemblant entre autres, le président de la Ligue des droits de l'homme, Pierre Tartakowsky, et l'avocate d'Aurore Martin, Jone Goirezelaia, plusieurs élus ou représentants de gauche, dont Olivier Dartigolles (PCF), Olivier Besancenot (NPA), Jérôme Gleizes (EÉLV), les députées PS du Pays basque Colette Capdevielle et Sylviane Alaux, Anaïs Funosas de Bake Bidea. Toutes et tous ont dénoncé la décision du gouvernement de livrer la militante à l'État espagnol, au moment même où un processus de paix, toujours pas reconnu par les États français et espagnol, tente de se mettre en place.

Demande de mise en liberté

La veille, une réunion unitaire avait eu lieu dans les locaux de Solidaires en présence de la CGT Énergie Paris, la CNT, Batasuna, Comité de soutien au peuple basque (Paris), Bake Bidea, la GA, le NPA, la Fase, et les Alternatifs. Ces organisations ont décidé d'organiser des initiatives / rassemblements au moment où sera déposée la demande de mise en liberté provisoire d'Aurore Martin, afin d'exiger du gouvernement français qu'il appuie cette demande. Ces organisations se saisissent de la pétition initiée par Bake Bidea « Pétition Liberté pour Aurore Martin - Processus de paix maintenant ! », et appellent à la faire signer massivement. Une prochaine réunion est prévue pour le 10 décembre.

Denise Sarraute



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ROMAIN HINGANT

NOTRE-DAME-DES-LANDES « le mouvement de réoccupation ne cesse de s'étendre »

Michel Tarin, figure de proue du mouvement de résistance contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, est un militant des luttes populaires depuis toujours. Il a fait partie des premiers résistants contre ce projet en 1970, puis s'est engagé aux côtés des paysans du Larzac, avec le mouvement Paysans en lutte qui donnera naissance en 1987 à la Confédération paysanne. Michel est l'un de ceux qui, en avril 2012, a mené contre cet aéroport une grève de la faim de 28 jours.

Depuis la grande manifestation du 17 novembre, comment s'organise le mouvement de réoccupation de la ZAD ?

Cette manifestation avec ses 40 000 participants a d'abord été une grosse bouffée d'oxygène ! Elle a permis de développer l'information et le soutien. Elle a aussi renforcé l'idée qu'on peut lutter contre des grands projets inutiles et qu'une autre société est possible. Malgré la destruction systématique des cabanes et des lieux de vie et les violences policières dans la semaine qui a suivi cette manifestation, sur le terrain le mouvement de réoccupation ne cesse de s'étendre. Tous les jours arrivent de la nourriture et des matériaux, des soutiens humains et logistiques toujours plus nombreux.

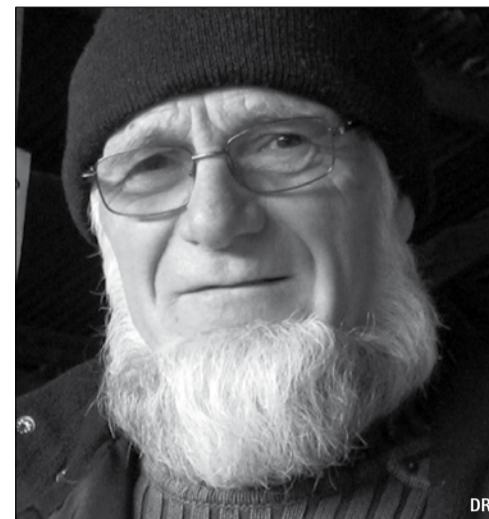
Selon toi, qu'est-ce qui a changé dans les rapports de forces depuis ces dernières semaines ?

Sur le terrain on a senti une participation beaucoup plus importante de la population locale. Depuis la reconstruction à la « Chat-Teigne », le monde paysan s'est encore plus fortement impliqué : 40 tracteurs enchaînés défendent la ZAD, 25 autres postés « en sentinelle ».

De nombreux collectifs se sont constitués dans toute la France, à l'heure actuelle on en est à 118 et ce nombre grossit de jour en jour. Des gens très divers se mobilisent : jeunes et moins jeunes, paysans, urbains, monde du spectacle avec par exemple le groupe Tryo. Politiquement, le rapport de forces a permis que le gouvernement se sente obligé de proposer une commission de médiation. Mais il est clair qu'une discussion n'est possible qu'à trois conditions : le retrait total des forces de répression, aucun commencement de travaux, un dossier complètement remis à plat.

L'opinion publique commence à basculer. Comment gagner cette bataille des idées à l'échelle nationale ?

Il faut que l'opinion publique s'approprie les motifs de refus de ce projet : son inutilité en termes techniques, et son absurdité dans un monde où l'urgence est d'employer utilement les fonds publics et de préserver les terres agricoles, les zones humides, la biodiversité et les ressources naturelles. Il faut un vrai débat qui mette au grand jour nos arguments, nos propositions. C'est cela qui permettra l'abandon de ce projet.



Quelles sont les actions envisagées dans les semaines et les mois qui viennent ?

Une étape importante, la réunion de tous les collectifs de France les 15 et 16 décembre : permettre à tous de s'approprier la lutte, de proposer collectivement les actions. Les décisions prises permettront de consolider la construction des lieux de vie sur la ZAD et de préparer les mobilisations à venir. D'ores et déjà des actions importantes sont prévues début 2013, ainsi qu'une très forte mobilisation l'été prochain. Il s'agit aussi de commencer à préparer l'avenir de ces terrains et de réfléchir au type de projet qu'on aimerait y construire. Dans l'immédiat, on craint l'entêtement du pouvoir et donc une contre-offensive policière de grande ampleur dans les jours qui viennent. Mais on s'y prépare, la lutte continue...

Propos recueillis par les correspondants de NPA 44

PROCÈS DES POSTIERS Soutenons Olivier Besancenot et les postiers du 92

Les 12, 13 et 14 décembre prochain, 15 postiers des Hauts-de-Seine passeront en appel au tribunal de Versailles. Ils sont accusés de « séquestration » et d'« entrave à la liberté du travail » suite à une action menée le 10 mai 2010 lors d'une grève. En première instance, 11 des 15 postiers avaient été déclarés coupables et avaient écopé de 1 500 euros d'amende.

Que s'est-il passé le 10 mai 2010 ? Les postiers d'Asnières, Châtillon et Clamart étaient en grève contre les suppressions d'emplois qui visaient leurs bureaux. Ils s'étaient déplacés en masse sur le site de la direction départementale de La Poste. Leur objectif : obtenir un rendez-vous de négociation que la direction leur refusait obstinément, alors qu'ils étaient en grève depuis plus d'une semaine. Quelques semaines après la fin de la grève, 13 cadres de La Poste assignent en justice 15 postiers (sur les 80 grévistes présents lors de l'action), dont 13 syndicalistes de SUD et 2 de la CGT, faisant ainsi passer l'action du 10 mai pour une « séquestration ». Parmi les prévenus, Olivier Besancenot et 3 représentants départementaux de SUD : Gaël Quirante, Yann Le Merrer et Bertrand Lucas.

Une volonté de détruire une équipe militante combative

78 jours de grève départementale en 2009, 66 jours de grève à Asnières, Clamart et Châtillon en 2010, une semaine de grève à Courbevoie, Neuilly et Asnières en 2011, 64 jours de grève à Nanterre, Malakoff-Vanves, Montrouge et Fontenay en 2012... Depuis plusieurs années, les postiers du 92 ont mené une série de grèves reconductibles contre les suppressions d'emplois. Au fil de

ces conflits, les postiers du 92 ont développé une stratégie fondée sur le regroupement des bureaux (l'ensemble des grévistes participe aux AG quotidiennes indépendamment de leur bureau), la recherche permanente de l'extension, les actions coup de poing et le soutien extérieur de la part de la population, des associations, des élus...

Suite à ces conflits, le processus de réorganisation de la distribution du courrier, dénommé « Facteur d'Avenir » est bien moins avancé dans le 92 qu'ailleurs. Le seul bureau en France métropolitaine à ne pas être passé en « Facteur d'Avenir » est situé dans le 92, à Rueil-Malmaison. L'objectif de la direction de La Poste est donc clair, elle veut s'attaquer à un secteur combatif du mouvement ouvrier, qui bénéficie d'un soutien assez large des postiers du 92 : SUD et CGT ont fait 65,26% des votes lors des dernières élections professionnelles (44,75% SUD et 20,51% CGT), les contractuels des grades de base votant à plus de 66% pour SUD.

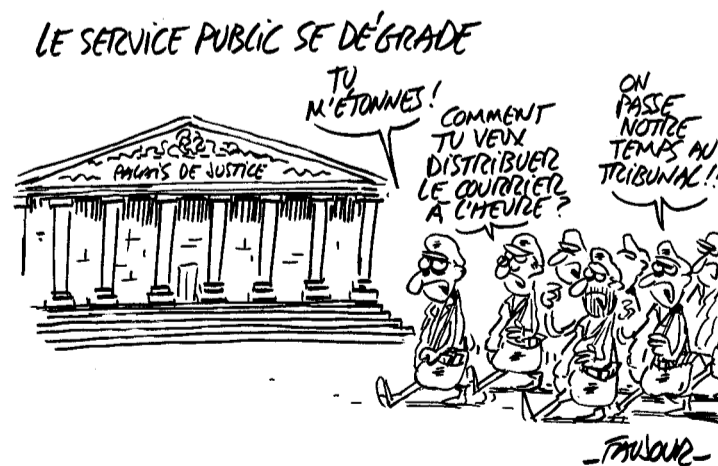
Le nécessaire soutien contre la répression

Les 15 postiers du 92 risquent des peines plus lourdes qu'en première instance (jusqu'à 75 000 euros d'amende et même des peines de prison). S'il n'y a pas relaxe et si les peines sont inscrites au casier judiciaire, il existe de plus une possibilité

pour La Poste de licencier les postiers. Celui qui court le plus de risque en la matière est Gaël Quirante car il est visé par une procédure de licenciement, qui a été rejetée à la fois par l'inspection du travail et par le ministre du Travail du précédent gouvernement. Mais La

mouvements sociaux ne faiblit pas. Le rassemblement du 12 décembre pour soutenir les 15 postiers sera une occasion pour exiger l'amnistie de tous les militants poursuivis à l'occasion de grèves ou de mouvements sociaux.

Hosea Hudson



Poste a contesté cette dernière décision au tribunal administratif. Si Gaël Quirante est déclaré coupable, même avec une peine tout à fait symbolique, il devient beaucoup plus probable que la procédure au tribunal administratif aboutisse sur un licenciement. Comme on le voit à Notre-Dame-des-Landes, la répression contre les

RASSEMBLEMENT

MER. 12 DÉCEMBRE A 13H

5 place André Mignot, Versailles

Le blog de soutien aux 15 postiers du 92 :

<http://les15postiersdu92.blogspot.com/es/>

La pétition : <http://relaxepourles15.rezisti.org/>

ÉGYPTE Le coup de force du président islamiste

La déclaration du 22 novembre de Morsi rend inattaquable devant la justice ses décisions. Elle empêche toute dissolution de la chambre haute du Parlement et de l'Assemblée constituante. Elle donne également à Morsi le

droit de prendre toute décision « au nom de menaces envers le pays, la sécurité nationale, la révolution ou l'unité nationale ».

Dans la foulée, « Morsi est clairement en train de préparer une répression systématique contre le mouvement ouvrier

égyptien, contre le droit de grève, contre le droit de s'organiser, ainsi que contre le pluralisme syndical »¹.

Il a également décidé de faire adopter, à marche forcée, une nouvelle Constitution qui renforcerait les discriminations contre les femmes et les

minorités religieuses. Face à ce coup de force, la population déferle à nouveau dans les rues. Nous reproduisons ci-après une déclaration écrite à chaud par les Socialistes révolutionnaires, un des courants de la gauche égyptienne².

Aujourd'hui, les masques de Mohamed Morsi et des Frères musulmans sont tombés.

Ils sont, avec les reliquats de l'ancien pouvoir, les deux faces d'une même pièce qui représente la tyrannie, ennemie du peuple. Nous disons à Morsi : vous et votre organisation êtes les vraies menaces contre la révolution quand vous acceptez les hommes d'affaire de Moubarak, que vous courez à perdre haleine après les prêts du FMI, que vous soutenez la religion, que vous menacez la sécurité nationale et vendez la révolution. Les mots « justice sociale » ne sont même pas dans votre dictionnaire. Vous avez oublié les salaires minimum et maximum. Vous avez augmenté les prix et laissé les pauvres manger de la boue alors qu'ils ont encore besoin de manger avant les élections.

Nous n'accepterons pas un nouveau pharaon.

Vous ne réussirez pas à stabiliser votre gouvernement chancelant, qui a écrasé des dizaines d'enfants avec négligence, tué et blessé des centaines de jeunes gens avec des balles et des gaz lacrymogènes, et détenu des centaines de personnes après avoir été battus et torturés par les chiens du ministère de l'Intérieur.

Mais nous n'accepterons pas que des reliquats de l'ancien régime reviennent sur la scène révolutionnaire au prétexte que « nous sommes tous contre les Frères musulmans ». Nous ne travaillerons avec personne qui a été main dans la main avec le dictateur déchu parce que ces gens ont participé pendant des années au pillage et tué les meilleurs fils et filles du peuple. Nous appelons nos camarades dans la marche révolutionnaire à se retirer de ce jeu qui mélange les cartes.

Les Socialistes révolutionnaires appellent tous les révolutionnaires à la sauvegarde de la révolution qui a été volée par une alliance entre les Frères musulmans et les reliquats du régime de Moubarak.

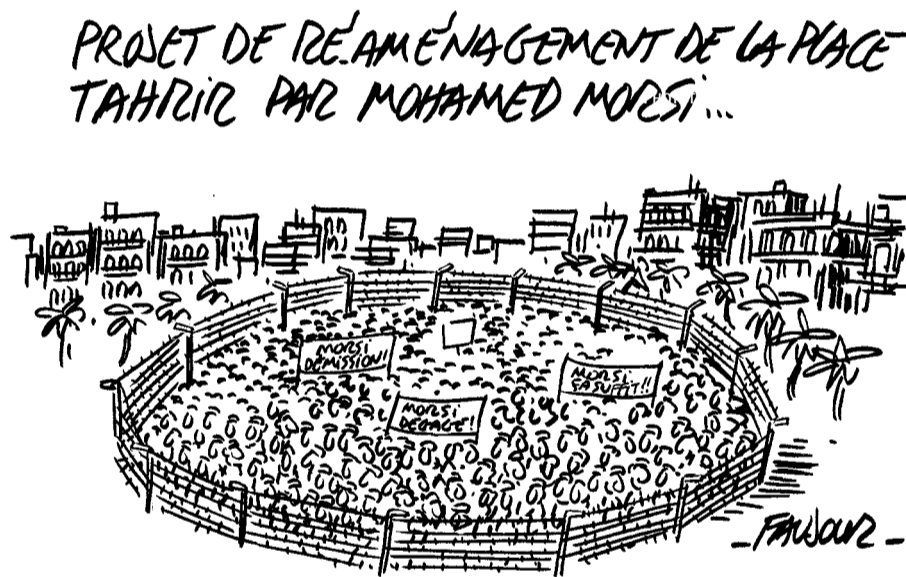
Nous appelons les gens à sortir dans la rue avec comme slogans : pain, liberté, justice sociale. Nous revendiquons :

- l'annulation des déclarations,
- la formation d'une nouvelle Assemblée constituante,
- la démission du gouvernement et la formation d'un gouvernement de coalition révolutionnaire,

- des pas sérieux vers la justice sociale : un salaire minimum de 1 500 livres égyptiennes par mois, un salaire maximum, saisir les biens des compagnies corrompues et des hommes d'affaire de Moubarak, instaurer des impôts progressifs sur le revenu, renationaliser les compagnies qui ont été vendues par des accords corrompus et annuler le programme de privatisation ».

1. Déclaration de Fatma Ramadan, une des principales dirigeantes de la centrale syndicale indépendante (EFITU), et membre de «Renouveau socialiste» <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27082>

2. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27090>



TUNISIE Un processus douloureux mais toujours en marche

Pendant cinq jours, la population de la ville tunisienne Siliana s'est révolté contre le chômage et la précarité, et réclamait la libération de manifestants arrêtés depuis des mois sans motif valable. La réponse du gouverneur islamiste, sans surprise, a été la répression croissante de la mobilisation au fil des jours.

En plus de l'usage intensif - désormais habituel - de gaz lacrymogènes, le mépris l'a amené à autoriser les forces de l'ordre à repousser les manifestants avec des tirs de chevrotine... Du gros gibier, les manifestants ! Ces actes criminels ont fait plus de 350 blessés selon la direction de l'hôpital de Siliana, dont 19 personnes éborgnées.

Pour le départ du gouverneur, contre le gouvernement

Face à ce comportement sauvage des autorités, la population de Siliana n'a pas abandonné la lutte. Après plusieurs jours de grève totale dans la région, les manifestations sont encore quotidiennes, réclamant notamment le départ du gouverneur. Le soutien s'exprime aussi dans toutes les régions du pays. Des délégations de plusieurs régions sont arrivées dimanche à Siliana, pour exprimer

leur soutien, et dans plusieurs villes du pays, des affrontements avec les forces de l'ordre ont lieu tous les jours. Vendredi 30 novembre, des rassemblements et manifestations de soutien ont eu lieu à Gafsa, Nabeul, Djerba, Bêja, Mehdiya, Monastir, Sousse, au Kef et évidemment à Tunis devant le ministère « du viol et de la terreur » comme le surnomme la population, où les slogans scandés contre Ben Ali, il y a maintenant deux ans, sont aujourd'hui repris contre le gouvernement Ennahdha, perçu comme la continuité du régime du dictateur déchu. Ce sentiment est renforcé par la libération récente des principaux responsables de la répression sous Ben Ali. Nidaa Tounes ne peut que s'en réjouir ! Côté propagande, rien de nouveau non plus : selon le gouvernement, ceux qui agitent la région de Siliana sont « les paresseux » du Front populaire. Il semble oublier un

détail : ils manifestaient pour réclamer du travail !

Un répit pour le pouvoir ?

Les dirigeants de plusieurs organisations de gauche ont été visés par cette propagande, avec les accusations les plus ignobles. Sur le terrain, on a vite constaté l'échec de cette démarche : la popularité du Front populaire ne cesse de croître ainsi que ses capacités de mobilisation, en même temps que le rejet est de plus en plus massif des représentants d'Ennahdha, accueillis avec des slogans hostiles et des jets de pierre à chacun de leurs déplacements. La direction de l'UGTT, qui a accompagné les contestations à Siliana en appelant à la grève dans tous les secteurs et dans toute la région pendant les cinq jours d'affrontements, a fini par signer un accord avec le gouvernement : les grèves sont suspendues, le premier

délégué du gouvernorat (adjoint du gouverneur) dirigera les affaires de la région en attendant une décision gouvernementale. Mais un gouverneur qui a autorisé l'utilisation d'armes létales et est responsable de crimes contre les manifestants est toujours en place, le ministre de l'Intérieur continue de le protéger, et le Premier ministre s'entête : « ce gouverneur ne bougera pas ; s'il le faut, je partirai avant lui ». Alors cet accord avec l'UGTT laisse la population amère.

Si la grève est suspendue, ce n'est donc qu'un répit et les travailleurs et chômeurs de Siliana peuvent en décider autrement. Une chose est sûre, ces crimes ont scellé le sort politique du mouvement Ennahdha : il devra céder ou s'engouffrer encore plus dans l'usage de la force et des méthodes criminelles pour maintenir son pouvoir.

Wafa Guiga

CATALOGNE

« Pour le droit à l'autodétermination du peuple catalan »

Au lendemain des élections pour le parlement catalan, entretien avec Josep Maria Antentas, professeur de sociologie à l'université autonome de Barcelone et membre de la direction d'Izquierda Anticapitalista (État espagnol).

Comment analyses-tu les résultats des élections en Catalogne ?

La nuit du 25 novembre n'a pas été la nuit dont Artur Mas et son parti CIU (Convergence et unité, centre-droit) rêvaient. La mobilisation du 11 septembre dernier - presque 2 millions de personnes dans les rues de Barcelone - a débordé la perspective de CIU. Ils n'ont donc pas obtenu les résultats escomptés car beaucoup d'électeurs ont voté pour l'ERC (centre-gauche indépendantiste), grande gagnante du jour avec 496 000 votes (13,68%) et 21 députés. Le CIU n'a pas réussi à faire oublier à une large partie de l'électorat qu'il est le parti de l'austérité au service du capital financier. La mobilisation remarquable du vote pro-espagnol, visible surtout à travers la montée de Ciutadans (parti de centre-gauche espagnoliste), qui multiplie par trois ses sièges, est une autre donnée importante. Le PP (Parti populaire, droite) parvient à éviter de perdre des soutiens suite aux coupes sombres dans les budgets de Rajoy et à augmenter ses résultats, passant de 387 066 voix (12,3%) et 18 sièges à 471 197 (13%) et 19 députés. La crise use le système de partis traditionnels et les deux grands partis de la politique catalane, CIU et PSC (Parti des socialistes de Catalogne) ne rassemblent que 45% des voix, alors qu'ils faisaient 56,8% en 2010 et 75% en 1999.

Quels sont les résultats de la gauche ?

Le PSC continue sur sa pente descendante. Bien que ses dirigeants aient craint un scénario encore pire, ses maigres 523 000 voix (14,6%) forment l'ombre de plus en plus allongée du PASOK grec en un cauchemar. Déchiré entre les tensions de son secteur le plus catalaniste et celui davantage lié au PS, il manque d'une perspective crédible au niveau national qui vient s'ajouter à son manque de crédibilité en tant qu'alternative de gauche. ICV-EUIA (Les Verts-Gauche Unie, 858 857 voix, 9,9%) va jusqu'à obtenir 13 députés (contre 10 auparavant), une progression qui, si elle est importante, ne suppose pas pour autant un changement qualitatif, après une campagne assez light, avec un discours qui s'aventure à peine à défendre les « politiques sociales ». La grande nouveauté, c'est l'irruption de la CUP-Alternativa d'Esqueres (Candidature unitaire populaire-alternative de gauche), dont les 126 219 voix (3,48%) lui ont valu 3 députés. Né comme l'instrument politique de la gauche indépendantiste, la CUP arrive au Parlement catalan avec le soutien électoral et militant de la gauche anticapitaliste organisée, des courants communaux alternatifs et de larges secteurs de la gauche sociale étrangers à l'indépendantisme. Pour la première fois, une formation de gauche étrangère aux consensus de la Transition fait son entrée au Parlement.

Comment IA (Izquierda Anticapitalista) se définit-elle par rapport à la question de l'indépendance ? Celle-ci n'est-elle pas un instrument de division ?

Nous défendons le droit à l'autodétermination du peuple catalan et la constitution d'une République catalane qui puisse décider librement des liens qu'elle entend avoir avec le reste des peuples qui font partie aujourd'hui de l'État espagnol et de l'Europe. Nous considérons qu'il est très important de forcer le gouvernement catalan à appeler à un référendum le plus vite possible, afin qu'un acte de souveraineté du peuple catalan ne serve pas uniquement à obtenir des libertés nationales pour la Catalogne, mais aussi à provoquer dans tout l'État une crise et une rupture démocratique avec le régime né en 1978.

Propos recueillis par Yvan Lemaitre

La fin de la parenthèse d'Oslo

Le 13 septembre 1993, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin se serrent la main sur la pelouse de la Maison-Blanche. Cette poignée de main « historique » inaugure, selon les commentateurs avisés, une nouvelle ère, fondée sur la reconnaissance mutuelle, la négociation et la coopération, qui devra déboucher, au plus tard en 1999, sur une paix définitive entre Israël et les Palestiniens. Avec les résultats que l'on connaît.

Abbas veut « sauver la paix »

Le 29 novembre 2012, dans le discours qu'il prononce devant l'Assemblée générale des Nations unies, Mahmoud Abbas explique ce qui suit : « Notre démarche ne vise pas à mettre fin à ce qui reste du processus de négociation, qui a perdu ses objectifs et sa crédibilité, mais elle est plutôt destinée à essayer de donner un nouveau souffle aux négociations. » Il s'agirait donc bien, dans l'esprit d'Abbas, de ranimer le « processus de paix », et surtout pas de l'enterrer. Et pourtant, les 19 années séparant la poignée de main de Washington et l'admission de la Palestine à l'ONU comme « État non-membre » ont démontré que le cadre du processus d'Oslo, à savoir le principe d'une solution négociée, par étapes, entre Israël et les Palestiniens, sous l'égide des États-Unis, avait favorisé l'extension de la colonisation et la dégradation des conditions de vie des Palestiniens. Le « processus de paix » n'a rien apporté aux habitants de Cisjordanie et de Gaza, bien au contraire, et il est particulièrement étonnant de constater que celui qui s'autoproclame seul représentant légitime des Palestiniens semble vouloir le relancer.

Un appareil d'État qui joue sa survie

Pour comprendre cet apparent paradoxe, il est essentiel de revenir sur l'une des dispositions essentielles du processus d'Oslo : la création d'une autorité intérimaire chargée d'administrer les zones palestiniennes évacuées par l'armée israélienne à partir de 1994, connue sous le nom d'Autorité Palestinienne (AP). Le temps s'écoulant, l'AP a trouvé sa propre raison d'être, avec le développement d'une couche sociale (ministres, conseillers, responsables des forces de sécurité, négociateurs, etc.), bénéficiant de gratifications matérielles et symboliques, dépendantes, non pas de la satisfaction des droits des Palestiniens mais de la survie de l'appareil d'État et de l'existence du « processus négocié ». Il n'est dès lors guère surprenant que l'AP tente, contre vents et marées, de maintenir en vie l'illusion du « processus de paix », même si l'appareil d'État sans État, présidé aujourd'hui par Abbas (bien que son mandat ait expiré en janvier 2009), est devenu un sous-traitant des autorités d'occupation, chargé de maintenir l'ordre dans les zones palestiniennes et de répartir les centaines de millions de dollars d'aide déversés chaque année dans les territoires occupés.

Gesticulations diplomatiques

Le décalage entre, d'une part, le rôle fonctionnel de l'AP au sein du dispositif de l'occupation israélienne et, d'autre part, la lutte des Palestiniens pour la reconnaissance de leurs droits, se retrouve dans ces déclarations d'Hillary Clinton devant un think tank sioniste de Washington, le 30 novembre dernier, c'est-à-dire le lendemain du vote négatif des États-Unis à l'ONU : « Avec très peu d'argent, et sans ressources naturelles, ils [les dirigeants de l'AP] ont accompli beaucoup de choses, dont la construction de forces de sécurité qui travaillent tous les jours avec l'armée israélienne. Ils ont aussi des succès entrepreneuriaux. Ils sont nationalistes, mais essentiellement laïques. Israël devrait les soutenir. » Des propos qui en disent long, émanant d'une secrétaire d'État qui ne fait pas mystère de son soutien inconditionnel à l'État d'Israël, en révélant à quel point les gesticulations diplomatiques d'Abbas ne correspondent en rien aux évolutions de la situation sur le terrain, quand bien même elles lui permettent de se refaire, provisoirement, une santé sur la scène internationale.

Un nouveau cycle

Loin de la comédie des Nations unies, l'événement le plus marquant de ces dernières semaines est en réalité l'offensive contre Gaza et ce qu'elle nous a dit, tant sur les évolutions régionales que sur le Processus d'Oslo. La marginalisation d'Abbas, invisible durant les bombardements et les négociations de trêve, la centralité du Hamas, interlocuteur incontournable au niveau régional, le rôle moteur d'une Égypte qui ne s'est pas contentée d'obéir aux consignes israéliennes, et le soutien populaire à la résistance armée, indiquent que le temps d'Oslo est révolu. Le cycle d'Oslo est en train de se refermer, et avec lui le principe d'un « règlement » de la question palestinienne imposé par les États-Unis et Israël à des interlocuteurs palestiniens qu'ils ont eux-mêmes choisis, le tout avec l'assentiment des pays arabes. Un nouveau cycle, produit des processus révolutionnaires en cours et de la faillite d'Oslo, s'est ouvert : la démocratisation du monde arabe et la résorption du fossé entre la solidarité populaire avec les Palestiniens et l'hostilité historique des dictatures à leur égard modifient les rapports de forces et permettent d'envisager de sortir du cadre étroit des « solutions » envisagées depuis une trentaine d'années.

Julien Salingue

1. Haaretz, 1^{er} décembre 2012

PALESTINIEN PALESTINIEN



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Nouveau massacre contre le peuple de Gaza, reconnaissance à l'ONU, de nouveau l'histoire s'emballle pour la Palestine. La endiguée par cette avancée diplomatique. D'ailleurs, qui pou sioniste, quand, 48 heures après cette décision qualifiée d'hi une nouvelle phase de colonisation en Cisjordanie et un étra Ce dossier aborde les questions essentielles que sont la mort des réfugiés, et la campagne BDS dont est partie prenante le la situation dramatique des prisonniers. Plus que jamais, le NPA soutient la lutte du peuple palestinien.

Dossier coordonné par la commission Moyen-Orient Palestine du NPA

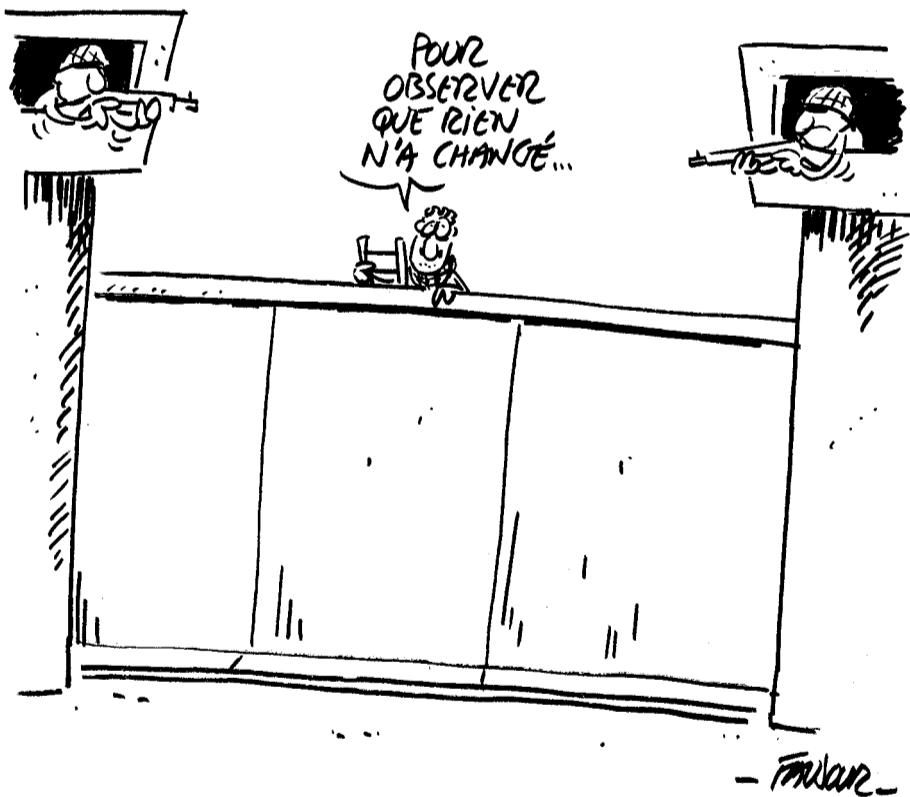
Droit au retour !

En Jordanie vivent presque 2 millions de réfugiés palestiniens, dont 300 000 dans les camps. Au Liban, 400 000 réfugiés, dont la moitié dans les camps. En Syrie, 400 000 réfugiés, dont un quart dans les camps. En Cisjordanie, 700 000 réfugiés de 1948, dont 200 000 dans les camps. Dans la bande de Gaza, 1 million de réfugiés de 1948 et de 1967, dont la moitié dans les camps. Au total, plus de 4 millions de réfugiés sont enregistrés par l'Unrwa, l'Agence des Nations unies pour le soutien aux réfugiés palestiniens au Proche-Orient. À ce total, il faut ajouter plus d'un million de Palestiniens qui ne vivent pas en Palestine : 500 000 en Arabie saoudite, 400 000 au Koweït, 200 000 aux États-Unis et environ 80 000 en Égypte. Les réfugiés de Jordanie ont la nationalité jordanienne ; et ceux des autres pays n'ont généralement pas la nationalité de leur pays de résidence.

La catastrophe

En 1948 a eu lieu la Catastrophe, ou comme le disent les Palestiniens : la « Nakba ». La déclaration par Ben Gourion de l'indépendance de l'État d'Israël s'est faite dans le sang, les massacres et la terreur. Un million de Palestiniens ont été chassés de leur maison. Car contrairement à un mythe sioniste, il y avait des Palestiniens en Palestine en 1948 et ils ne sont pas partis de leur plein gré. Des camps de réfugiés ont été construits en urgence : en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans les pays arabes voisins : la Jordanie, le Liban, la Syrie. La guerre des Six Jours en 1967 va provoquer une nouvelle expulsion et une nouvelle vague de réfugiés. La résistance s'est mise en place et des commandos palestiniens ont lancé des attaques contre l'armée israélienne à partir de la Jordanie et du Sud-Liban. Mais le régime jordanien s'est aussi senti menacé par la force des fedayins

STATUT D'OBSERVATEUR POUR LA PALESTINE



Économie palestinienne sous occupation L'occupation israélienne a coûté à l'économie palestinienne 5 milliards d'euros en 2010, l'équivalent de près de la moitié de la croissance des Territoires palestiniens, selon un rapport publié à Ramallah. « L'ensemble des coûts imposés par l'économie israélienne à l'économie palestinienne a été de 6,89 milliards de dollars (5,04 milliards d'euros) en 2010, soit un effarant 84,9% du PIB total palestinien », affirme ce rapport préparé par le ministère palestinien de l'Économie et un institut de recherches économiques de Jérusalem.

Colonisation Environ 519 000 colons israéliens [soit 10% de la population juive d'Israël] vivent dans 144 colonies de peuplement illégales et une centaine d'implantations sauvages réparties dans le territoire palestinien occupé. Les activités de peuplement se sont accrues en 2011 par rapport à l'année précédente, la continuité du territoire palestinien étant ainsi menacée. La violence des colons a également continué à s'intensifier, ainsi que l'appropriation de biens palestiniens (Cf. rapport ONU mai 2012).

NE VIVRA! NE VAINCRA!



de la Palestine comme membre « observateur »
politique belliciste et raciste d'Israël ne saurait être
aurait donné crédit à la volonté de paix de l'état
historique par les médias, celui-ci annonce en réponse
engagement financier de la Palestine.
du processus initié par les accords d'Oslo, la question
NPA. Nous reviendrons prochainement sur



palestiniens. Ce sera le fameux
Septembre noir en 1970 : toute pré-
sence palestinienne armée sur le sol
jordanien est éliminée, après d'âpres
combats. Les résistants palestiniens
se regroupent alors dans les camps
au Liban.

Le massacre de Sabra et Chatila

Suivent alors des tensions intermi-
nables avec l'armée libanaise, syrienne
et des groupes libanais hostiles à la
présence des Palestiniens au Liban.
En 1982, suite au siège israélien du
Liban, presque 10 000 combattants
palestiniens quittent le Liban pour des
pays tiers. Et, en septembre 1982, c'est
le massacre de Sabra et Chatila. Ces
camps à Beyrouth étaient encerclés
par l'armée israélienne, qui y envoya
les phalangistes, une milice chrétienne
d'extrême droite. Plus de 3 000 morts.
Une commission du gouvernement
israélien condamne plusieurs dirigeants
de l'armée israélienne pour leur res-
ponsabilité indirecte lors de la conduite

de cette opération. Une autre com-
mission plus indépendante considère
Israël comme « directement responsable
du massacre du fait de sa position
d'occupant ».

La situation des réfugiés en particulier
dans les camps reste d'une fragilité
extrême depuis 64 ans. Au Liban par
exemple, une toute nouvelle loi inter-
dit aux Palestiniens de posséder une
maison hors des camps. Résultat, n'im-
porte quel étranger (y compris un
Israélien avec une double nationalité)
peut acheter une maison au Liban,
mais un Palestinien n'aura plus le
droit d'être propriétaire ou de léguer
un bien à ses enfants...

Le droit au retour reste la revendica-
tion incontournable des réfugiés.
Aucune négociation, si tant est que
le gouvernement israélien veuille
négocier quoi que ce soit, n'aboutira
sans la reconnaissance de ce droit.
Mahmoud Abbas, à la tribune de
l'ONU, n'a pas évoqué le sujet.

Mireille Court

**L'eau arme
de colonisation**
Les Palestiniens utilisent
habituellement presque
8,2% des ressources
disponibles en eau dans
un bassin de 2,8 milliards
de mètres cube. Dans
le même temps, Israël
en utilise 57,1% et la
Jordanie 34,7%.
(Palestinien Hydrology Group)

BDS

**« une campagne
internationale,
citoyenne et non
violente »**

Entretien Dans le mouvement de solidarité,
le NPA est engagé, avec d'autres organisations,
dans la campagne internationale Boycott,
Sanctions, Désinvestissement (BDS). Rencontre
avec Imen, animatrice nationale de la campagne.

Peux-tu nous présenter la campagne BDS ?

La campagne BDS est a été lancée en 2005 par plus de
171 associations civiles palestiniennes. Un an après que la Cour
internationale de justice a déclaré le mur de l'apartheid illégal
au regard du droit international, en 2004. C'est une campagne
internationale, citoyenne et non violente qui s'inspire de la
lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Quelle est l'actualité de la campagne française ?

La campagne BDS France est en ce moment très mobilisée
contre l'Euro espoirs (championnat d'Europe de football
espoirs) qui est prévu en juin 2013 en Israël. Il y a déjà
eu plusieurs mobilisations, dont une journée d'action nationale
contre l'Euro espoirs en Israël le 13 octobre dernier, qui a
permis une action coordonnée au niveau national dans plus
de 15 villes !

Quelles sont les victoires déjà enregistrées par BDS aussi bien en France que dans le monde ?

Au niveau français, nous avons contribué à la faillite de
l'entreprise israélienne « Agrexco » qui était l'une des cibles
prioritaires de la campagne BDS France. Au niveau mondial,
Véolia, qui est impliqué dans de nombreuses violations du droit
international en Palestine occupée, a perdu et continue de
perdre de très nombreux contrats avec des municipalités par
exemple.

Au niveau du boycott culturel, nous remportons aussi de
nombreuses victoires. Le dernier exemple en date en France
date de septembre 2012 : il s'agit de Peter Brook qui devait se
produire en Israël. La campagne BDS France lui avait fait une
lettre ouverte et a proposé aux camarades palestiniens du
PACBI (Palestinian campaign for the cultural boycott of Israel)
et à d'autres de lui écrire également. Il a finalement annulé !

Pourquoi le mouvement de solidarité doit-il absolument rejoindre la campagne ?

Parce que cette campagne, à la portée de chacunE d'entre nous,
exerce des pressions concrètes vis-à-vis
d'Israël. La campagne BDS, c'est la
réponse à l'impunité d'Israël, un moyen
d'agir efficacement contre l'apartheid.
Propos recueillis par Antoine Chauvel

Pour rejoindre la campagne en France :
www.bdsfrance.org
campagnebdsfrance@yahoo.fr

En chiffres

4 520, c'est le nombre
total de prisonniers
politiques palestiniens.

Dont :

- 156 détenus administratifs (pouvant être emprisonnés sans motif, sans jugement pour une période de 6 mois renouvelable indéfiniment)
- 164 enfants (21 de moins de 16 ans)
- 8 membres du Conseil législatif palestinien
- 530 détenus condamnés à perpétuité
- 453 détenus purgeant une peine de 20 ans à 25 ans

Depuis 1967, 18%
de la population de
Cisjordanie et Gaza ont
connu la prison, ce qui
représenterait pour
la France plus de
10 millions de détenus...



COUR DES COMPTES

RATP: une gestion bien opaque

Les vilains dirigeants de la RATP viennent de recevoir des tapes sur les doigts de la part de la Cour des comptes, non pas pour avoir chipé une barre de chocolat, mais pour la manière dont ils ont négocié un énorme contrat pour 65 trains à deux étages en 2009.

Dans un rapport de la Cour, resté confidentiel depuis juin jusqu'à ce que le Monde se le procure et en publie des extraits, on apprend qu'il n'y avait qu'une seule offre pour ce contrat, celle d'Alstom-Bombardier. En 2008, la direction de la RATP avait estimé le coût par train à 20 millions d'euros.

D'après la Cour, ce montant « ne reposait sur aucune analyse ». En effet, un an plus tard, l'offre d'Alstom, acceptée par la RATP, s'élève à 25,8 millions par train, et en juin 2012, le coût initial de 1,3 milliard pour les 65 trains, passe à 2 milliards d'euros!

Les rapporteurs de la Cour se limitent à se demander si « le bas niveau de l'estimation » n'a pas tout simplement « contribué à dissuader les industriels autres qu'Alstom-Bombardier de déposer une offre ». Mais on pourrait aussi se demander pourquoi cette démarche et dans l'intérêt de qui!

Impunité

Comme pour la plupart des « irrégularités » dénoncées par la Cour des comptes dans leurs contrôles des dépenses publiques, on ne le saura sans doute jamais. Les rapports de la Cour n'ont pas de caractère contraignant et les rares fois où les cas passent en justice les coupables s'en sortent d'habitude très bien.

En 2008, un rapport de la Cour épinglait Sarkozy sur l'utilisation de l'argent public pour des sondages qui servaient surtout sa propre communication politique. Affaire classée sans suite en 2011 après plainte pour favoritisme, et Sarkozy a continué comme avant, comme en témoigne le dernier rapport en juillet 2012, qui dénonce les contrats juteux de plusieurs centaines de milliers d'euros en faveur de ses copains.

Enfin, concernant cette affaire de la RATP, quel contraste avec la manière dont la même direction traite le malheureux qui se trouve dans une de ces rames toutes neuves sans ticket de transport: 25, 40 ou 50 euros d'amende tout de suite et en cas de « récidive », une plus grosse amende, voire la prison. Les rapports de la Cour des comptes nous apprennent donc beaucoup mais concernant la justice, comme toujours, il va falloir se battre pour l'obtenir.

Ross Harrold

AFFAIRE MAHÉ Un crime colonial

Le 13 mai 2005, en pleine guerre civile en Côte d'Ivoire, des soldats français de la Licorne assassinent un jeune ivoirien de 29 ans Firmin Mahé, suspecté d'être un bandit de grand chemin. Blessé à la jambe par un tir lors de son interpellation, il sera tabassé et étouffé à l'aide d'un sac plastique, pendant son transport à bord d'un véhicule blindé à l'hôpital de Man, principale ville

de la région ouest du pays. Depuis la semaine dernière se tient le procès des quatre militaires impliqués dans cet assassinat. Le colonel Burgaud ne cesse d'affirmer qu'il a reçu de sa hiérarchie un ordre implicite « Roulez doucement, vous me comprenez », et donne l'ordre aux trois autres de tuer le prisonnier. Mis en cause directement, le général Poncet qui, avant d'être responsable de la Licorne en Côte

d'Ivoire avait mené l'opération Amarillys au Rwanda, a toujours nié et a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu. Cet assassinat de sang froid continue d'être justifié par les inculpés qui considèrent que « le supprimer était la moins pire des solutions » d'autant plus révoltant qu'il est fort probable qu'il y a eu erreur d'identité, et que Firmin Mahé ne soit pas du tout un « coupeur de route ».

Toujours est-il que si ce procès est salutaire, il serait nécessaire qu'un autre s'ouvre pour juger les responsables de la mort de dizaines d'Ivoiriens tombés sous les balles de l'armée française, alors qu'ils manifestaient sur l'esplanade de l'hôtel Ivoire à Abidjan contre les accords de Marcoussis, imposés par le gouvernement français de l'époque.

Paul Martial

PROCÈS TASER

La liberté sous surveillance

En 2007, le patron de Taser a fait espionner Olivier Besancenot et sa famille. Depuis jeudi 29 novembre, neuf prévenus comparaissent à Paris dans le cadre de cette affaire. Retour sur les enjeux de ce procès.

En mai 2008, l'Express révèle que d'octobre 2007 à janvier 2008, Olivier Besancenot, sa compagne, son enfant et d'autres de leurs proches ont été étroitement espionnés par une officine d'enquête privée diligentée par Antoine Di Zazzo, patron de SMP-Technologies, société distributrice du Taser en France. Officiellement, il s'agissait pour Di Zazzo, qui aujourd'hui nie l'essentiel des faits – s'affirmant victime d'un complot – de « recherches cadastrales » pour trouver l'adresse du porte-parole de la LCR et lui envoyer une assignation en justice dans le cadre d'une plainte en diffamation car il avait déclaré pendant la campagne électorale de 2007, en se basant sur un rapport d'Amnesty International, que le Taser était responsable de dizaines de morts aux États-Unis.

Rumeurs et espionnage

Parallèlement, Di Zazzo dit avoir voulu vérifier des « rumeurs » véhiculées par la « fachosphère » et prétendant que Besancenot était doté d'un important patrimoine, afin de le déstabiliser politiquement dans le cadre du procès à venir – qui a finalement été perdu par Taser. Pendant des semaines, les barbouzes ont donc pisté la famille du militant à la recherche d'une mystérieuse Porsche Cayenne, sans doute cachée dans l'école du petit, au local de la LCR ou dans les couloirs du métro. Elles ont pu également, grâce à la complaisance de fonctionnaires et employés de banque verveux, avoir frauduleusement accès à plusieurs fichiers protégés: fichier de cartes grises, comptes bancaires. Les moyens mis en place pour cette « surveillance » apparaissent totalement disproportionnés par rapport aux buts affichés, allant jusqu'à louer une chambre d'hôtel en face de l'appartement familial.

Si le plus choquant pour le couple est sans aucun doute le fait que Di Zazzo se soit retrouvé en possession de photos de leur jeune fils, malheureusement, il n'est pas possible de poursuivre les espions pour cela. Ceux-ci s'appuient en effet sur une loi de 2003 réglementant la profession de détective privé et autorisant les filatures, et plus généralement sur le fait qu'il n'est pas interdit de prendre des photos dans la rue. Sur ce point, le parquet reconnaît un vide juridique, même si du côté des parties civiles, la question d'une qualification pénale pour ces actes mérite quand même d'être posée.

Une tribune politique

En revanche, l'accès non autorisé à des bases de données protégées constitue le principal chef d'accusation contre Di Zazzo et sa bande, et Olivier Besancenot compte bien utiliser ce procès comme une tribune politique visant à interroger le rôle de ces officines, des fichiers et de la protection des données privées. D'autant que son affaire n'est pas isolée: ainsi, début 2012, on a découvert que le groupe Ikea a fait espionner en France certains de ses salariés – notamment un syndicaliste CGT – et plusieurs de ses clients. Le Parisien et Mediapart ont révélé l'ampleur des renseignements ainsi extorqués: identifiant et mail personnel obtenus auprès de Google et Facebook, acte de propriété du domicile, régime matrimonial, etc. Pour contrer ces graves atteintes aux libertés individuelles, Noël Mamère, qui soutient Olivier Besancenot depuis le début, entend déposer un projet de loi courant 2013. D'ici là, le verdict du procès aura été rendu et on espère qu'un débat accompagné d'une large mobilisation l'accompagnera.

O.G.



BESANCENOT CONTRE LE PATRON DE TASEZ FRANCE



DEMANDEURS D'ASILE À DIJON

Ils vont à l'école mais dorment dans la rue!

Pendant l'hiver, situation très grave pour les demandeurs d'asile. Heureusement un collectif d'associations et de syndicats les défend contre la préfecture et la mairie. Le 26 janvier, le collectif a occupé un bâtiment vide (l'ancien internat de l'école des greffes) pour y loger plusieurs dizaines de migrants, avec une banderole « Un toit pour tous et toutes. Solidarité

avec les migrants ». Dès lors a démarré une bagarre incessante entre la préfecture et les associations, le préfet invoquant bien sûr un trouble à l'ordre public. Mais le collectif a d'abord obtenu du juge un délai jusqu'au 15 mars 2012. À cette date fatidique, nouveau délai jusqu'au 15 septembre à la satisfaction générale.

Mais c'était sans compter sur « le sens de l'humain »

du préfet. Dès la mi-avril, la préfecture a fait appel de la décision et la fin du squat est décidée. Le 12 juillet, la préfecture et la mairie « de gauche » (les élections sont passées!) prennent prétexte de troubles à l'ordre public pour expulser les demandeurs d'asile.

Nouveaux squats, nouveaux recours en justice

Le 10 août, une cinquantaine de Roms sont chassés de locaux désaffectés, sans aucune concertation préalable et sans aucune décision de justice. À la fin de l'été, relatif répit grâce à la canicule, mais dès le début septembre la répression a repris. Des familles soudanaises, érythréennes, tchétchènes sont arrivées. Sous la pression du Collectif, la préfecture trouve des solutions très insuffisantes (logements dans des hôtels pour certains) et beaucoup se retrouvent à la rue. À la rentrée scolaire, des CLIN (classes d'initiation) accueillent les enfants mais le soir, la plupart sont sans logement et trouvent refuge en gare ou dans des parkings. Plus de 200 demandeurs d'asile sont actuellement recensés à Dijon. La préfecture et la mairie assurent que « des efforts seront faits »...

Correspondant

CATHOLIQUES INTÉGRISTES

«Aime ton prochain» ?

Certaines organisations d'inspiration chrétienne ne voudraient pas qu'on prenne ce message biblique trop à lettre. Au nom d'un «ordre moral», elles voudraient surtout pouvoir contrôler qui a le droit d'aimer qui, et sous quelle forme.

Ces dernières semaines, le droit au mariage des couples homosexuels (qui fait l'objet d'un projet de loi validé, en discussion à l'Assemblée nationale à partir du 29 janvier prochain) a mobilisé contre lui des opposants divers. Ainsi, le 17 novembre, au moins 70 000 manifestants à Paris et au moins 100 000 à l'échelle de la France ont protesté contre le projet du «mariage pour tous et toutes». C'était la manifestation «large», plus unitaire, sous des airs plus modérés.

Marche réactionnaire

Le lendemain, c'était au tour des forces plus «extrémistes», plus ouvertement haineuses, plus violentes aussi, de manifester à Paris. La marche du 18 novembre avait été appelée par l'«institut Civitas», organisation ultra-réactionnaire catholique qui s'est fait connaître en octobre et novembre 2011 par ses mobilisations contre des pièces de théâtre jugées «blasphématoires». Cette fois-ci, un peu moins de 10 000 manifestants répondirent à l'appel.

L'institut Civitas a été fondé en 1999, et se définit comme un «mouvement politique inspiré par le droit naturel», aspirant à une «re-christianisation de notre société». Son président actuel est Alain Escada, de nationalité belge, qui a été porte-parole du «Front national de Belgique» en 1996-97. Ce parti a cependant fini par l'exclusion, en lui reprochant «l'usage de faux» et un détournement de fonds, sur fond d'une bataille de clans exacerbée au sein de ce parti. Escada est proche de la «Fraternité sacerdotale Saint-Pie X» (FSSPX), une organisation catholique intégriste.

La foire aux monstres

Plusieurs groupes d'extrême droite étaient ouvertement présents à la manifestation du 18 novembre. C'était le cas du Parti de France de Carl Lang et du Mouvement national républicain, deux scissions du Front national créées respectivement en 1999 et en 2009. On trouvait aussi, de façon visible, les «Jeunesses nationalistes», ouvertement fascistes, créées en 2011 par Alexandre Gabriac, jeune conseiller régional en Rhône-Alpes, suite à son exclusion du FN pour avoir publié des photos sur Facebook où il arborait le salut hitlérien. Avec eux marchaient aussi les militants du groupe «Œuvre française», dont son ex-président Pierre Sidos (remplacé, au début de l'année, par Yvan Benedetti, un proche de Bruno Gollnisch, exclu du FN entre autres pour antisémitisme trop voyant). Ces groupes fascistes côtoyaient des organisations plus traditionalistes, à l'instar de l'Action française qui y disposait d'un cortège relativement important. Pendant la semaine précédant cette marche, Marine Le Pen avait déclaré que son parti laissait à ses militantEs la liberté d'y participer individuellement ou non, le FN n'appelant pas à la manifestation. CertainEs adhérentEs y sont allés, dont l'ex-vice président Bruno Gollnisch. Un membre du service d'ordre du FN dans le 93 se trouverait



Décembre 2011, Paris. Le collectif de catholiques «Culture et Foi» organise une manifestation devant le théâtre du Rond-Point pour protester contre la représentation de la pièce «Golgota Picnic». PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

parmi les cinq individus qui ont été mis en examen pour violences contre les militantes féministes du groupe «Femen». La position du FN a depuis évolué. Invité le 26 novembre au «Talk Orange», Louis Aliot (actuel numéro 2) déclara qu'il ne condamnait pas la manifestation du 18, mais celles et ceux qui étaient «venus attaquer cette manifestation». Le 29 novembre sur France Inter, Marine Le Pen annonça que les instances du parti allaient discuter concernant la participation du FN aux futures mobilisations contre le mariage des couples homosexuels.

Bertold du Ryon

HÔPITAL MONTPERRIN D'AIX (13)
Premières avancées

Depuis cet été, les personnels de l'hôpital psy de Montperrin étaient mobilisés et en grève tous les mardis, multipliant les actions. Ils protestaient contre le manque de moyens, le sous-financement chronique par l'État, et la volonté de l'Agence régionale de santé d'imposer à marche forcée un plan de retour à l'équilibre budgétaire.



Ce plan avec ses 22 propositions visait à tailler dans la chair, à baisser encore plus les moyens alloués au centre hospitalier. Cela ne peut qu'aggraver les conditions de prise en charge des patients et mettre davantage en danger les agents hospitaliers, en raison de l'insuffisance des postes. Mardi 20 novembre, ils ont voté en AG la grève illimitée à partir du lundi suivant. Le lundi 26 novembre, l'occupation des bureaux de la direction a été précédée par un débat sur la psychiatrie et un barbecue militant. Nous étions ainsi plus d'une centaine en soutien, dont des délégations d'autres hôpitaux. Le lendemain matin, les occupants ont bloqué l'accès aux locaux. L'ARS a commencé à reculer sur certains points, notamment les suppressions de postes et de RTT. Si elle refuse d'effacer l'ardoise de l'établissement de 1,6 million d'euros, elle s'est néanmoins déclarée prête à investir financièrement et à rouvrir les négociations. Les personnels ont donc suspendu leur mouvement de grève, mais restent vigilants et n'excluent rien, si les négociations échouent. Le NPA Aix reste à leur côté pour défendre la santé publique, contre les coupes budgétaires.

Jean-Baptiste Serra

RÉSEAUX DE SOINS
Vers une Sécurité
à l'américaine

Le parlement a voté le 28 novembre une loi autorisant les mutuelles à créer des réseaux de soins alors que seules les assurances étaient autorisées à passer des contrats avec des établissements et professionnels de santé, contrats permettant de pratiquer des taux de remboursement différenciés.

Avant d'avoir recours à un médecin, il faut joindre par téléphone son assurance. La compagnie d'assurance pourra refuser la consultation médicale ou certains soins, et donner uniquement des conseils ou orienter vers des professionnels de santé non médecins qui pourront pratiquer des examens cliniques, établir des diagnostics et éventuellement traiter des maladies mineures. Dans certains cas, la décision d'hospitalisation est soumise à l'approbation d'une infirmière désignée par l'assurance. Et les médecins bénéficient de primes si le montant des cotisations versées par leur malade est bien supérieur aux dépenses remboursées.

La coopération entre divers professionnels de santé est évidemment nécessaire, mais ce n'est pas le but de ces réseaux de soins. Leur objectif est de réduire les dépenses des complémentaires santé, et leur principal effet sera de transformer en profondeur la Sécurité sociale en vue de sa privatisation.

Transformer pour privatiser

Il n'y a pas de meilleure solution pour un système de santé efficace qu'un service public intégralement pris en charge par la Sécurité sociale, et des centres de santé pluridisciplinaires et proches de la population, assurant la gratuité des soins et de la prévention et leur accès pour tous.

S. Bernard

PSA AULNAY
Coup de colère

Alors que Varin se prépare à les mettre à la porte et qu'ils ont été bien baladés par les soi-disant tripartites annoncées par le gouvernement, on a demandé ces derniers jours aux salariéEs d'accélérer la cadence pour sortir pas mal de voitures avant la suppression d'une équipe en 2013. La direction a certainement dû se dire que tout pourrait passer et qu'il n'y avait plus de résistance dans l'usine. Grosse erreur.

Le 22 novembre, par un premier débrayage au ferrage, les ouvrierEs ont rappelé à la direction que si les machines tournaient, c'était parce qu'ils les faisaient tourner. La direction a alors mis la pression dans les ateliers, jusqu'à envoyer le mercredi 28 novembre, à cinq salariéEs du ferrage, un recommandé pour un entretien préalable à sanction. Motif: ils étaient partis 5 minutes en avance la veille.

C'était trop! Les salariéEs ont arrêté le boulot, exigeant que la direction recule. La grève s'est propagée aux deux équipes touchant près de 70% des salariéEs du ferrage et pratiquement aucun véhicule n'est sorti le lendemain. Né d'un coup de colère face au cynisme des dirigeants, ce mouvement de grève a obligé la direction à reculer: aucune sanction ne sera prise ni contre les cinq ni contre les grévistes qui ont un peu «chahuté» quelques véhicules pendant la grève.

Et ça a redonné le moral aux travailleurs du site: pas mal ont relevé la tête et se sont rappelés qu'ensemble, ils sont une force. Les prochains rendez-vous avec la direction (CCE du 11 décembre et négociations autour du PSE des 12 et 20 décembre) pourraient bien se faire dans un contexte plus combatif!

Correspondante

Les comités en action !

Le NPA à la fête de l'humain de Bretagne.

Elle s'est déroulée du 23 au 25 novembre et pour la première fois nous avons obtenu un stand. Le NPA a été invité à participer au débat sur le thème « 6 mois après les élections, quel changement ? ». Étaient présents à la tribune le PCF, EÉLV et Christine Poupin. Face à la politique anti-ouvrière et anti-populaire du gouvernement, se sont affirmées trois stratégies différentes. Pour le PCF, il s'agit de mettre le curseur à gauche pour obliger le PS à changer de politique, tout en ne participant pas au gouvernement. Pour EÉLV, participer au gouvernement, « c'est bouger les choses de l'intérieur » et « tant que nous serons utiles, nous resterons... ». Silence radio quand Christine a souligné que les deux formations n'ont pas voté contre le budget d'austérité, le FdG s'abstenant. Ensuite, elle a réaffirmé notre souhait de construire une opposition de gauche et une unité des forces progressistes sur des actions communes, comme c'est le cas à Notre-Dame-des-Landes en ce moment.

Paris 13^e: Succès de la réunion publique avec Olivier Besancenot.

Mercredi 28 novembre, une centaine de personnes se sont amassées dans une petite salle à l'étage d'un café du quartier. Deux heures durant, l'échange a été riche et enthousiasmant ! Après la présentation de notre activité, défense de l'emploi, contre l'austérité dans les faits, contre la répression ou encore pour l'égalité des droits pour les LGBT, Olivier Besancenot est revenu sur l'austérité imposée par le gouvernement, la nécessité de préparer la riposte et d'en finir avec le système capitaliste. Ensuite, de nombreuses prises de parole de la salle ont permis de faire le point sur la situation dans l'arrondissement. Nécessité de défendre les emplois menacés sur la gare d'Austerlitz, dégradation des conditions de travail et du service public à l'hôpital de la Salpêtrière, précarité dans la recherche et dans les services publics, répression à l'université Paris 1 contre des syndicalistes étudiants... Au-delà des témoignages, nous avons senti une réelle attention et l'envie de relever la tête face aux conséquences de la crise et à l'offensive du gouvernement et du patronat.

Grenoble: soirée débat avec Christine Poupin.

Le NPA de l'Isère organisait une soirée mercredi 28 novembre. Cinq ateliers ont réuni une soixantaine de personnes. Alors que Rio Tinto annonce plus de 100 licenciements à Voreppe, un premier atelier a discuté de l'articulation entre sauvegarde de l'emploi et anti-productivisme. Les pics de pollution de l'agglomération, le projet de TGV Lyon-Turin et la lutte contre l'Ayraulport pour discuter de l'écologie et des transports. Un troisième atelier portait sur l'antiracisme (deux campements de Roms évacués récemment) et la montée des idées d'extrême droite (un front unitaire est en train de se monter localement). Féminisme et révolutions arabes étaient les sujets des deux derniers ateliers. Après l'apéro-dinatoire, des prises de parole : sur les Roms, sur la Grèce et enfin Christine Poupin sur la situation politique. Nous avons fini la soirée avec le groupe Saturnes.

Reims: réunion publique avec Philippe Poutou.

Plus de 60 personnes se sont réunies vendredi 30 novembre à Reims, dont une bonne partie de jeunes. Angélique, porte-parole des Sodimedical, a introduit en revenant sur leur lutte contre les licenciements et pour le paiement des salaires puis Tess du comité jeunes intervient sur la question de la jeunesse et de la nécessité de s'organiser. L'intervention de Philippe sur la situation en France, nos revendications et les moyens de les imposer a suscité un débat intéressant avec la salle autour des difficultés que rencontrent les luttes mais aussi des points d'appui qui existent pour les construire et leur faire passer un cap. Une vingtaine de contacts ont été laissés, certains nous demandant même de les rappeler rapidement !

campagne emploi

La résistance au quotidien

Pour bien faire son travail, c'est comme pour la pâte à pain, il faut laisser reposer... et en profiter pour faire autre chose qui crée du collectif. Toutes les activités sont souhaitables pour favoriser la complicité et l'amitié... toutes valeurs qui s'opposent à l'obsession de rentabilité patronale.

Pour bien faire, il faut d'abord monter le décor, pour que le manager (parfois surnommé la ménagère parce que harassé de tâches quotidiennes souvent peu valorisantes : surveiller, faire faire les devoirs, nettoyer les tracts et autres saletés...) pense que l'activité est toujours à son maximum et relâche sa vigilance, il peut ainsi lui aussi se reposer. Le décor, c'est donc une plante verte, un colis, une armoire, un bureau avec les dossiers en cours bien ouverts, le manteau sur le dossier de la chaise pour montrer qu'on n'est pas loin...

À l'aide du deuxième manteau, on peut sortir, fumer un clope, profiter de l'abaissement provisoire des barrières hiérarchiques pour subvertir la norme dominante. Si l'on ne fume pas, ou bien si on est un peu frileux, la machine à café est plus indiquée. Là aussi, on peut avoir de bonnes conversations, la machine étant le support indiqué pour autocollants, coupures de presse...

On peut aussi rester à son poste et profiter des joies d'internet, soit par son ordinateur, mais attention au flicage éventuel du temps passé sur la toile, soit avec son mini écran téléphonique. Messages, photos, vidéos... toute liberté pour faire du réseau social au travail, en échangeant blagues et SMS, en faisant circuler tracts, et même avec des jeux collectifs, le plus prisé ces jours-ci étant la participation au Vendée globe avec des bateaux fictifs. On peut même organiser des paris. Mais pas trop de jeux d'argent, c'est interdit car l'État veut avoir sa part !

Convivialité, complicité, solidarité, lutter

Cigarette, café, jeux, le tour ne serait pas complet, sans parler de l'alcool. Les patrons mènent depuis plusieurs années une offensive prohibitionniste au boulot. Ils sont pourtant les premiers à boire dans leurs repas d'affaire au restaurant pour conclure des contrats. Mais pour les subordonnés, pas question, c'est dangereux. C'est surtout dangereux parce que les pots, en fin de semaine

ou au moment des anniversaires, sont des moments où les salariéEs s'échappent de la solitude au travail, parlent de leurs vies, et font que se disent des choses qui soudent l'ambiance et la résistance. Cette consommation doit toutefois être ritualisée et limitée. Sinon on tombe dans l'alcoolisation, qui a toujours été combattue par le mouvement ouvrier, une fuite de la réalité pour cause de misère.

Plus gentil, le café croissant du matin est aussi une bonne occasion de se retrouver, à condition que l'initiative échappe à la hiérarchie. On peut choisir le jour où le chef est à sa réunion hebdomadaire... Le repas pris collectivement est un moment essentiel. Il faut maintenir la tradition

qui veut que « celui qui parle boulot est en faute ». Tous les sujets sont permis, toute occasion est bonne pour subvertir, prendre position, se cultiver. Se libérer de l'aliénation quotidienne.

Il faut se rappeler un vieux précepte qui vient du fond des temps : « dans le bordel, l'ouvrier est roi ! ». La lutte contre l'organisation fasciste de l'espace (les 5S, la visibilité, le contrôle des déplacements...) est vitale. On veillera donc à laisser entrouvertes les portes à badge, voire à les mettre en panne.

Marx parlait de la porosité du temps de travail. C'est à nous d'agrandir les petits trous, pour permettre à touTEs de respirer... et obliger à embaucher !

Jet Aelys



TOULOUSE Succès pour la mobilisation contre l'austérité en Europe

Les organisations toulousaines opposées aux politiques d'austérité (voir n°168) ont connu un indéniable succès populaire : 2 000 participantEs au meeting ce 29 novembre. Le CAC 31' mobilisait sous le mot d'ordre « Non à l'austérité en Europe ».

À l'implacable réquisitoire de Vicky Skoumbi et Sara Rocha contre l'austérité de la Troïka qui mène les peuples grec et portugais à la misère, les réponses politiques du Front de Gauche et d'EÉLV n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Gérard Onesta a soigneusement évité d'aborder la question d'actualité de l'Ayraulport de Notre-Dame-des-Landes, alors que les militantEs EÉLV collectaient adresses et téléphones pour venir renforcer le collectif toulousain mobilisé sur le sujet ! Et Jean-Luc Mélenchon a certes parlé d'écologie et affirmé qu'« on n'a pas à attendre 2017... », mais s'est refusé lors de la conférence de presse à répondre à la proposition de Philippe Poutou de construire ensemble une opposition de gauche.

Il en a pourtant été partout question tout au long de la « journée toulousaine » de Philippe Poutou qui, outre le meeting du soir, était présent aux côtés des « Sanofi » mobilisés pour leur 21^e « jeudi de la colère ». Une convergence par en bas avec les étudiants, les chercheurs précaires et les travailleurs de la recherche publique de l'université des sciences Paul-Sabatier, à l'initiative des jeunes et salariéEs du NPA, avec des jeunes du Parti de gauche. Puis, l'après-midi, Philippe Poutou a rencontré les travailleurEs de l'action sanitaire et sociale mobiliséEs pour la sauvegarde de leurs conventions collectives.

Secrétariat fédéral du NPA 31

1. <http://www.npa31.org>

2. <http://www.networkvisio.com>

ROUEN Pour la convergence des luttes, contre l'austérité

Jeudi 29 novembre, le NPA de Rouen organisait une soirée de débat autour d'une table ronde rassemblant des actrices et des acteurs des luttes actuelles.

Des militantEs syndicalistes d'entreprises privées (M-Real, Renault, Sanofi) et publiques (La Poste), de différents collectifs (Notre santé en danger, travailleurs sociaux, lutte contre la dette et l'austérité, solidarité avec Notre-Dame-des-Landes) ont débattu devant une soixantaine de personnes. Licenciements, suppressions d'emplois ou fermetures d'entreprises, plans de compétitivité, restructurations, travail social et hébergement d'urgence en danger, droit à la santé menacé par les contre-réformes et l'austérité dans toute l'Europe, grands

projets inutiles et destructeurs, dette publique prétexte à toutes les restrictions et destructions des services publics, des budgets sociaux et de la protection sociale : autant d'attaques et autant de résistances qui se développent. La table ronde a permis l'échange entre ces militantEs qui expérimentent des formes de luttes et de réponses collectives, recherchent des liens à l'échelle locale, nationale, européenne, se heurtent à des difficultés pour mobiliser et à des blocages (notamment syndicaux) et qui sont tous persuadéEs que c'est par une lutte d'ensemble, du monde du travail et de la population que les choses pourront changer. La soirée s'est poursuivie par un buffet convivial et une intervention de notre camarade Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA.

Marie-Hélène Duverger



THÉÂTRE **Quand Faust rencontre la Guerre des paysans...**

FAUST et l'homme ordinaire
de et par la Compagnie Jolie Môme

Au Théâtre de la Belle Étoile jusqu'au 23 décembre, du jeudi au samedi à 20h30, le dimanche à 16h, 14 rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis. Réservation conseillée au 01 49 98 39 20

L'idée originale de la Compagnie Jolie Môme est d'avoir placé fictivement Faust, l'homme qui a vendu son âme au diable pour assouvir sa soif de rencontres, d'expériences et de connaissances, dans son contexte historique en 1525 en pleine Guerre des Paysans également appelée «Le Soulèvement de l'homme ordinaire». D'où le nom de la pièce. Pour renforcer le symbole, l'histoire est située à Wittenberg, la ville d'où Luther lança le mouvement de réforme contre l'Église catholique. Inspirée à la fois des différentes histoires de Faust (celle de Marlowe, celle de Goethe, mais aussi d'un marxiste allemand bien moins connu) et par la *Guerre des Paysans* rédigée par Friedrich Engels en 1850, la pièce fait vivre, lutter et mourir des dizaines de personnages célèbres ou ordinaires : Luther et le prince, Faust et Méphistophélès ; mais aussi le valet de Faust auquel Faust répète sans cesse «*Ne m'appelle pas Maître, je suis ton égal*» mais qu'il oublie de payer ; des soldats de l'Église catholique, dont les noms Roubi et Gnole résumant les pratiques ; des paysans et des bourgeois (les habitants de Wittenberg) qui hésitent entre la révolte et la soumission ; la jeune victime d'un viol et des prostituées ; Karl et Engel, les émissaires des paysans révoltés pour tenter de soulever la population de la ville, et Marguerite dont Faust va, malheureusement, tomber amoureux...

Transformations et contestation

À travers une mise en scène minimaliste portée par les lumières et la musique, ces personnages nous plongent avec bonheur pendant deux heures dans cette époque oubliée voire ignorée. L'Europe est en train de sortir de l'obscurantisme féodal. En 1492, la carte du monde a changé pour les Européens qui ont découvert le Nouveau Monde. Les progrès de la navigation, de l'imprimerie, la redécouverte des sciences physiques et naturelles de l'Antiquité transmises par les scientifiques arabes ouvrent de nouveaux horizons et suscitent des curiosités, comme celle de Faust qui déterre les cadavres la nuit pour connaître le corps humain. Tous ces bouleversements intellectuels et techniques provoquent la contestation de l'ordre social, c'est-à-dire des princes et de l'Église. Luther, qui en a été un des artisans, écrivait en 1520 «*Un chrétien est le maître de toute chose et n'est le sujet de personne*» ou «*Dieu fait pousser plantes et animaux sans intervention humaine et pour l'ensemble des hommes*». Mais rapidement, ce sont les paysans qui s'en sont emparés. Dans toute l'Allemagne, par bandes dispersées, ce sont quelque 300 000 paysans qui se sont soulevés pour mettre en œuvre le projet de Luther : le droit des hommes ordinaires à prendre la parole et à exercer leur liberté. Faust, médecin ami des pauvres, hésite sur la manière de s'engager : directement à leurs côtés comme les paysans le lui demandent ou en utilisant la voie réformiste, en tentant de conseiller le prince et Luther ? L'expérience réformiste de Faust guidée par Méphistophélès est implacable et sanglante, à la mesure d'une période où le même Luther écrivait en 1525 «*il n'est rien de plus venimeux, de plus nuisible, de plus diabolique*

qu'un rebelle (...). Ici c'est le temps du glaive et de la colère et non le temps de la clémence. Aussi l'autorité doit-elle foncer hardiment et frapper en toute bonne conscience, frapper aussi longtemps que la révolte aura un souffle de vie (...). C'est pourquoi chers seigneurs, (...) les hordes de paysans, il faut les pulvériser, les étrangler, les saigner (...) dès qu'on le peut comme on doit le faire avec des chiens fous». Au total ce sont plus de 100 000 paysans qui furent massacrés, torturés, mutilés. Mais comme le dit la chanson «*on peut empêcher les arbres de pousser mais on n'empêchera pas le printemps de revenir*» et le drapeau de la révolte des paysans continue de flotter... On est en plein dedans !

Cathy Billard



roman

MON PAYS ÉTRANGER

SANDRINE CHARLEMAGNE

Éditions La Différence, 2012
18 euros



Portrait de l'Algérie du début des années 2000, au gré des rencontres et des souvenirs de l'auteure et narratrice. Celle-ci, franco-algérienne effectuant son premier quasi-pèlerinage, en quête de cette

moitié d'identité manquante dont elle ne sait quoi faire, est sur les terres d'un père dont elle n'a connu que la violence, l' inexplicable distance puis l'absence définitive. Au fil de ses virées nocturnes à Bel-Abbès, au côté d'un acteur et directeur de théâtre rencontré à Paris et de son gardien, de son cousin et d'une fière et ténébreuse prostituée, dans les lieux interdits aux femmes du pays – auxquels sa moitié française lui donne accès –, puis à Oran, plongée au contraire dans le quotidien et la tendresse spontanée de Nawel, Amina et Farah pleurant leur mari et père assassiné en 1994...

On découvre un pays où «*l'âme est à nu*», où la corruption, la débrouille et les passe-droits règnent en maîtres, où le nombre de disparus surclasse celui du Chili de Pinochet, où l'eau est devenue plus précieuse que le pétrole, où cent quarante mille malades mentaux ont moins de trente ans, où la méfiance est généralisée, où la délation est souvent le moyen d'accaparer les biens du voisin, où les artistes se clochardisent aux marges d'une vie culturelle anémique, où une partie de la jeunesse ne rêve que d'exil tandis que l'autre tâche de continuer, sur place, à ne pas «*sous-estimer la vie*».

Douleurs et espoirs de l'auteure et de l'Algérie, réminiscences traumatiques de la décennie sanglante et bonheurs simples au présent, se croisent et se répondent dans un récit vif et émouvant. Un récit qui se présente de prime abord comme un simple carnet de voyage mais se transforme en réflexion sur la complexité de l'«*identité*» personnelle et nationale, sur les ambiguïtés et les différentes modulations de la «*double culture*», sur l'importance de ses conditions de transmission.

Neïla Belaid

Rencontre avec Sandrine Charlemagne autour de son ouvrage, animée par Serge Aberdam, à la librairie La Brèche le mercredi 12 décembre à 18h30.

MUSIQUE

«THE SCARLET BEAST O'SEVEN HEADS»

Get Well Soon (City Slang)
Sous ce drôle de nom se cache un musicien allemand, Konstantin Gropper, qui avec son groupe s'impose au fil des ans comme l'une de meilleures plumes pop du moment. Entre Disney et Morricone, il poursuit avec ce troisième disque l'écriture d'une bande son d'un film imaginaire et creuse la veine romantique qui fait sa patte, plutôt décalée et anachronique. Moins direct et rock que des deux prédécesseurs mais mieux produit, l'album, long en bouche, finit par séduire par la luxuriance et les nuances de ses arrangements et la précision du son. Tourmentée mais énergique, jamais emphatique ni grandiloquente, sa musique produit un doux réconfort qui sied bien aux soirées d'automne. En attendant que tout le monde aille bien, Get Well Soon fournit le meilleur des baumes.

Julien Lanoli

JEUX

«ENVIES ENJEUX»

Samedi 8 décembre, venez jouer à La Brèche. De nouvelles façons de jouer ? Chiche ! C'est ce que nous proposons les intervenantEs d'EnVies EnJeux ce samedi après-midi à La Brèche. Cette association de Millau promeut une éducation alternative basée notamment sur des pratiques coopératives. Le principe des jeux coopératifs est très simple : nous pouvons gagner touTEs ensemble, et non gagner les unEs contre les autres ! Bien loin des jeux compétitifs qui nous proposent d'écraser les «*adversaires*» pour vaincre, les jeux coopératifs changent les rapports entre les joueurs-euses et les stratégies de jeu. Une certaine manière d'expérimenter la force du collectif sans rapports de domination. Alors, au lieu de faire les magasins aux grandes enseignes énergivores qui proposent des jouets en plastique fabriqués juste pour satisfaire des besoins consuméristes, si on se retrouvait à La Brèche ?

Samedi 8 décembre à partir 14 heures à la librairie La Brèche. Pour participer envoyer un mail à labreche@libertysurf.fr <http://enviesenjeux.webnode.fr>



CINÉMA

PIAZZA FONTANA, de Marco Tullio Giordana (2012)

On l'a un peu oublié, mais à la fin des 60 début 70, l'Italie a failli être l'objet d'une dictature fasciste, comme celle qui s'était installée en Grèce. Le film de Giordana évoque un épisode de cette époque, la bombe de la piazza Fontana à Milan, élément d'une «*stratégie de tension*» visant à incriminer les anarchistes et à favoriser une droite musclée. Il y a déjà eu des évocations de cette affaire : une pièce de Dario Fo, un film d'Elio Petri... Tullio Pinelli, militant anar, avait été défenestré lors d'une audition par la police. À l'époque, la gauche entière avait incriminé le commissaire Calabresi. Ce film de Giordana veut l'innocenter. Il évoque l'impunité des auteurs du massacre et la condamnation des meurtriers de Calabresi, mais ne précise pas que Sofri, militant révolutionnaire, fut condamné sur le témoignage du meurtrier «*repenti*» qui obtint de confortables réductions de peine, alors que Sofri protesta toujours de son innocence. Un film historiquement passionnant.

Paul Louis Thirard



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

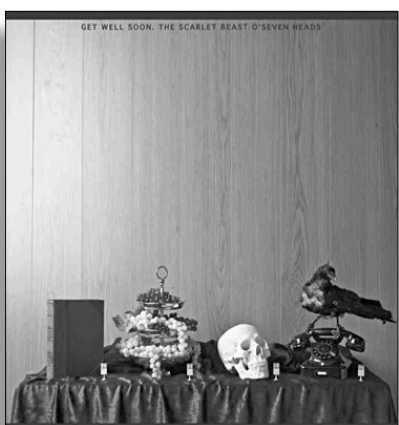
Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre								
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre								

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois 28 €	1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois 22 €	1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois 50 €	1 an 100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires			
Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois 20 €	1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois 38 €	1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org





MINEURS ÉTRANGERS

Discriminations, footez le camp !

La Fédération française de football se retrouve de nouveau confrontée à la question des jeunes joueurs étrangers. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de l'élite, comme lors de l'affaire nauséabonde dite « des quotas » qui concernait les binationaux dans les centres de formation destinés à irriguer l'élite du foot pro. Cela concerne les jeunes licenciés « ordinaires » des clubs amateurs. Et le pire, c'est que ce lamentable épisode remonte déjà à deux ans. De quoi parle-t-on exactement ? En 2010, alerté par des responsables de clubs parisiens, des élus comme Ian Brossat (PCF) et des associations de défense de droit de l'homme avaient alertés l'opinion sur la façon dont la FFF appliquait de manière drastique et absurde l'article 19 de la circulaire 1190 de la FIFA, visant au départ à protéger les jeunes footballeurs prometteurs du tiers monde des agents véreux. Résultat, pour inscrire un gamin « étranger », il fallait fournir des pièces dignes d'un dossier de naturalisation (dont un certificat de cinq ans de résidence).

De l'administration à la discrimination

Or rien n'a apparemment changé, comme vient encore de le souligner la Ligue des droits de l'homme qui vient de tenir une conférence de presse pour le rappeler. Le pire, c'est qu'il ne s'agit nullement d'un décision d'État, du ministère de l'Intérieur, ou d'une quelconque administration, mais bel et bien le choix – ou plutôt l'indolence coupable – d'une fédération sportive (rappelons que les autres structures comme la FSGT ou l'Ufolep n'impose rien ce genre de flicage à leurs adhérents). Une fédération qui ne se pose simplement pas la question des conséquences éthiques des règlements qu'elle applique (ici imposés par le niveau international). Cette complaisance bêtement administrative, cumulée avec un « apolitisme » atavique qui sert de ridicule « ligne Maginot » contre le « monde extérieur », conduit ainsi un univers associatif à entériner des pratiques discriminantes, alors que le petit monde du ballon rond n'est pas franchement le plus empreint de racisme (et c'est peut-être là le plus grave). Voilà qui nous en dit aussi long sur l'air du temps que les discours de Jean-François Copé.

King Martov

En bref

Notre-Dame-du-Gers !

Le Gers se mobilise avec la création du comité de soutien aux opposants du projet de Notre-Dame-des-Landes. À l'appel de citoyens sur Facebook et du NPA, les opposantEs ont répondu par un premier rassemblement le 24 novembre à Auch. Le NPA a saisi cette occasion pour expliquer pourquoi nous étions opposés à ce projet, emblématique des Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) dont le « Nogaropôle » et le projet d'autoroute sont les symboles dans le Gers. Avec l'appui du NPA, ATTAC, EÉLV, Sud-Solidaires, la Conf' et le PG, le Comité organise des rassemblements hebdomadaires avec animations. En fonction des collectes, le comité enverra une « livraison » dans la deuxième ou troisième semaine de décembre. Si les GersoisEs sont concernéEs, alors que nous sommes à des centaines de kilomètres de Nantes, c'est parce que NDDL représente une société du siècle précédent... Partout, des comités de soutien voient le jour, pour une vision écosocialiste qui refuse le gaspillage.

Visite à la députée de l'Ariège.

Vendredi 24 novembre, une cinquantaine de militantEs du comité 09 de soutien aux opposants à l'aéroport de NDDL se sont invitéEs chez Mme Frédérique Massat députée de l'Ariège. Celle-ci a dit qu'elle ne s'occupait que des problèmes de l'Ariège, puisque les parlementaires n'avaient pas à décider des implantations d'aéroport, et qu'elle avait beaucoup à faire et ne pouvait donc recevoir de délégation. Cette visite surprise de la députée allait faire réagir la fédération du PS et le conseil général qui dénonçaient une quasi-agression, alors que la discussion fut courte mais sereine... Rappelons juste que le secrétaire du PS 09 est Jean-Christophe Bonrepaux, fils de M. Augustin Bonrepaux, ancien député et actuel président du conseil général et que Mme Frédérique Massat est la fille de M. René Massat, ancien député et toujours conseiller général. Vous avez dit « dynastie électorale » ?

Bordeaux contre le chômage et l'austérité.

Une manifestation unitaire a eu lieu le samedi 1^{er} décembre à l'appel d'organisations de chômeurs, d'un collectif de SDF, d'associations et de partis politiques. Nous étions près de 250 dans la rue à dénoncer l'austérité, réclamer le partage du travail et des richesses. L'occasion de contester l'austérité et d'affirmer la légitimité d'une série de mesures d'urgence pour un « vrai » travail en CDI, pour un « vrai » salaire... Bien des militantEs étaient satisfaits de la manifestation, de sa tonalité et de son dynamisme. Sa préparation s'est faite collectivement : distributions de tracts ou atelier de confection de la banderole unitaire... De même, le tract d'appel a été rédigé suite à débat, sur la situation des privés d'emplois, sur la dénonciation de la politique du gouvernement et sur nos revendications... débat qui a visiblement gêné le PCF au point de retirer sa signature sans explication. En tout cas, les manifestantEs ne se sont pas gênés pour interpeller Sapin qui poursuit aujourd'hui le plan de restructuration à Pôle emploi lancé sous Sarkozy, et pour réclamer le partage du travail entre tous, dans les beaux quartiers de Bordeaux.

SOUSCRIPTION 2012 PAS D'AUSTÉRITÉ POUR LE NPA !

Mandatée par le nouveau locataire de l'Élysée en juillet dernier, la commission Jospin pour la rénovation de la vie publique vient de rendre son rapport intitulé « Pour un renouveau démocratique ». Certains murmurent « prenez le pouvoir ». D'autres tonnent et appellent à la « révolution citoyenne ». Le PS, quant à lui, glisse sur du velours : d'une commission de rénovation à un rapport de renouveau, la dérisoire surenchère. Comment rafraîchir le vieux pour faire croire au neuf. Faire le sale boulot de la bourgeoisie en « donnant du sens » à l'austérité... Dans ce rapport, regardons les questions basement financières, celles qui n'ont évidemment aucune incidence politique... Rappelons d'abord que le NPA, suite à ses résultats aux législatives de juin dernier, a perdu les 850 000 euros de dotation annuelle qu'il touchait depuis 2007. En conséquence, notre participation électorale est désormais soumise à l'hypothèque financière. Le rapport Jospin va-t-il sauver le NPA, et la démocratie avec lui ? Rien n'est moins sûr. Pour l'élection présidentielle, il est proposé d'améliorer la progressivité du remboursement des frais de campagne en créant de nouvelles tranches. Actuellement, en dessous d'un résultat de 5%, vous pouvez prétendre à 800 000 euros. Au-dessus, vous passez directement à 8 millions d'euros ! Mais comment seront fixées ces tranches ? Tout est possible, surtout le pire. Pour les élections législatives, le rapport propose d'élire 10% des députés à la proportionnelle. Apprécions-donc les conséquences financières d'un tel saupoudrage. Ces 58 députés seraient élus sur une liste nationale, distincte du candidat local de la circonscription. Au matériel habituel pour les candidats locaux, qui représentent d'ordinaire des centaines de milliers d'euros sur tout le territoire, viendra donc s'ajouter le coût d'une liste nationale... soit de nouvelles centaines de milliers d'euros. Vous avez dit démocratie censitaire ? Pour permettre au NPA d'être bien présent dès maintenant dans les mobilisations et à l'avenir sur le terrain électoral, pensez à la souscription !

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé : Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement : Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques : Npa souscription 2012 – 2 rue Richard Lenoir – 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques : Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi : Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque : Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque : Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions : Souscription@npa2009.org

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

Solidaires contre la répression en Russie



Dans le cadre d'une campagne internationale de protestation contre la vague de répression en Russie, de nombreuses ambassades russes ont reçu la visite de délégations aussi bien à Londres, Berlin ou Colombo. Des personnalités comme Ken Loach ou Noam Chomsky ont aussi pris position. À Paris lundi dernier, deux responsables de l'ambassade de Russie, dont le ministre conseiller Léonide Kadychev, ont reçu pendant plus de quarante minutes Martine Billard, Olivier Besancenot et Arlette Laguiller au nom du NPA, de LO, du PG, du PCF, de la FASE, des Alternatifs et de EÉLV. L'ambassade n'a voulu donner aucune information sur la répression et les prisonniers soumis à une « justice indépendante », et a conseillé à la délégation « mal informée » de venir voir directement en Russie... La campagne de solidarité continue ! (PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)